

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée
Premier trimestre de 2020

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée
Premier trimestre de 2020

Table des matières

1.	PRÉFACE	1
2.	APERÇU DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'INDUSTRIE	3
3.	ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS AYANT EU UNE INCIDENCE SUR LA SOCIÉTÉ AU COURS DU TRIMESTRE	3
4.	ASPIRATIONS FINANCIÈRES SUR TROIS ANS (2018 À 2020)	7
5.	PERFORMANCE FINANCIÈRE	7
5.1	Performance financière consolidée	7
5.2	Performance du secteur Détail	11
5.3	Performance du secteur Services Financiers	15
5.4	Performance du secteur CT REIT	18
6.	ANALYSE DU BILAN, LIQUIDITÉS ET SOURCES DE FINANCEMENT	20
7.	CAPITAUX PROPRES	25
8.	QUESTIONS FISCALES	26
9.	MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES ET MESURES NON CONFORMES AUX PCGR	27
10.	PRINCIPAUX RISQUES ET GESTION DES RISQUES	35
11.	CONTRÔLES ET PROCÉDURES	36
12.	RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	36
13.	DÉCLARATIONS PROSPECTIVES ET AUTRES COMMUNICATIONS AUX INVESTISSEURS	37

1. Préface

1.1 Définitions

Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos », « Société Canadian Tire » et « Société » désignent tous La Société Canadian Tire Limitée, sur une base consolidée. Le présent document mentionne également les trois secteurs opérationnels à présenter de la Société : le « secteur Détail », le « secteur CT REIT » et le « secteur Services Financiers ».

Les résultats financiers du secteur Détail proviennent des entreprises exploitées par la Société sous les enseignes de détail de la Société, soit Canadian Tire, PartSource, la Division pétrolière, Essence+, Party City, Mark's, Mark's Work Wearhouse, L'Équipeur, Helly Hansen, SportChek, Sports Experts, Atmosphere, Pro Hockey Life (« PHL »), National Sports, Sports Rousseau et Hockey Experts.

Dans le présent document :

« Canadian Tire » désigne les activités de vente au détail d'articles d'usage courant et de services exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire, PartSource, PHL et Party City, ainsi que les activités de vente au détail d'essence de la Division pétrolière.

Les « magasins Canadian Tire » et les « postes d'essence Canadian Tire » désignent les magasins et les postes d'essence (qui peuvent comprendre des dépanneurs, des lave-autos et des postes de propane), qui sont exploités sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+.

Les « marques grand public » désignent les marques détenues par la Société et elles sont gérées par la division des marques grand public du secteur Détail.

« CT REIT » désigne les activités exercées par CT Real Estate Investment Trust et ses filiales, y compris CT REIT Limited Partnership (la « société en commandite CT REIT »).

Les « Services Financiers » désignent les activités exercées par les Services Financiers de la Société et ses filiales, notamment la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque ») et CTFS Bermuda Ltd. (« CTFS Bermuda »), une société de réassurance des Bermudes.

« Helly Hansen » désigne les entreprises internationales de vente de gros et de détail qui exploitent les marques Helly Hansen et Musto.

« Bon départ » désigne la Fondation Bon départ de Canadian Tire.

« Mark's » désigne les activités de détail et de commerce de gros commercial exercées par Mark's Work Wearhouse Ltd., et les « magasins Mark's » comprennent les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce Mark's, Mark's Work Wearhouse et L'Équipeur.

Les « magasins PartSource » désignent les magasins exploités sous le nom et les marques de commerce PartSource.

« Party City » désigne l'entreprise d'articles de fête qui exerce ses activités sous le nom et les marques de commerce Party City au Canada.

La « Division pétrolière » désigne les activités de vente au détail d'essence exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+.

« SportChek » désigne les activités de détail exercées par FGL Sports Itée, y compris les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce SportChek, Sports Experts, Atmosphere, National Sports, Sports Rousseau et Hockey Experts.

Certains autres termes employés dans le présent document sont définis la première fois qu'ils sont utilisés.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

1.2 Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations qui sont de nature prospective et qui peuvent constituer de l'« information prospective » aux termes des lois applicables sur les valeurs mobilières. Les résultats ou les événements réels peuvent diverger sensiblement des prévisions ainsi que des déclarations concernant les plans ou les aspirations de la Société qui sont présentés dans le présent rapport de gestion, en raison des incertitudes et des risques inhérents aux entreprises qu'exploite la Société et de la conjoncture économique générale. La Société ne peut garantir que les prévisions en matière de performance financière ou opérationnelle de l'exploitation ni que les plans et les aspirations se concrétiseront vraiment ni, si c'est le cas, qu'elles donneront lieu à une hausse du cours des actions de la Société. Se reporter à la section 13 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur la mise en garde relative aux déclarations prospectives.

1.3 Examen et approbation par le conseil d'administration

Le conseil d'administration, faisant suite aux recommandations formulées par le comité d'audit, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion le 6 mai 2020.

1.4 Comparaisons relatives au trimestre et à l'exercice contenues dans ce rapport de gestion

À moins d'indication contraire, tous les résultats du premier trimestre de 2020 (période de 13 semaines close le 28 mars 2020) sont comparés aux résultats du premier trimestre de 2019 (période de 13 semaines close le 30 mars 2019).

1.5 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), également désignées par l'appellation principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »). La Société a préparé les états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, au moyen des méthodes comptables décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1.6 Estimations et hypothèses comptables

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires résumés conformes aux normes IFRS exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif, sur la présentation des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges pendant la période de présentation de l'information financière. Se reporter à la section 9.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

1.7 Mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières additionnelles conformes aux PCGR et non conformes aux PCGR

La Société a cerné plusieurs mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR que la direction estime utiles pour évaluer la performance de la Société. Cependant, les lecteurs sont prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter aux sections 9.3.1 et 9.3.2 pour plus d'information sur ces mesures.

1.8 Arrondissement et pourcentages

Des chiffres arrondis sont utilisés tout au long du rapport de gestion. Toutes les variations en pourcentage d'un exercice à l'autre sont calculées au dollar près, sauf pour ce qui est de la présentation du bénéfice par action (le « BPA ») de base et du BPA dilué, pour lesquels les variations d'un exercice à l'autre en pourcentage sont basées sur des montants fractionnés.

2. Aperçu de la Société et de l'industrie

La Société Canadian Tire Limitée (TSX : CTC.A) (TSX : CTC) est une famille d'entreprises qui comprend un secteur Détail, une division des Services Financiers et la fiducie de placement immobilier CT REIT. À la tête de nos activités de détail se trouve Canadian Tire, fondée en 1922, qui offre aux Canadiens des articles pour la vie au Canada grâce à ses divisions Au foyer, Au jeu, À l'atelier, Au volant et Articles saisonniers et de jardinage. PartSource, Essence+ et Party City sont des entreprises clés du réseau Canadian Tire. Le secteur Détail comprend également Mark's/L'Équipeur, détaillant de premier plan de vêtements de travail et tout-aller; Pro Hockey Life, un magasin d'équipement de hockey haut de gamme pour les joueurs d'élite; ainsi que SportChek, Hockey Experts, Sports Experts, National Sports, Intersport et Atmosphere, qui offrent les meilleures marques de vêtements pour la vie active. Les quelque 1 743 magasins de détail et postes d'essence sont soutenus par la division des Services Financiers et par des dizaines de milliers d'employés de la Société dans l'ensemble du Canada et ailleurs dans le monde, ainsi que par les marchands associés Canadian Tire (les « marchands »), les franchisés et les détaillants de la Division pétrolière à l'échelle locale. Par ailleurs, la Société Canadian Tire détient et exploite la marque Helly Hansen, chef de file mondial dans le domaine du vêtement de sport et de travail dont le siège social est situé à Oslo, en Norvège. Une description des activités de la Société et de certaines de ses capacités fondamentales se trouve dans la notice annuelle de 2019 de la Société (la « notice annuelle de 2019 »), notamment à la section 2, Description des activités, ainsi que sur le site web de profil d'entreprise de la Société (<https://corp.canadiantire.ca/French/home/default.aspx>) et celui des relations avec les investisseurs (<https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>).

3. Événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre

Au cours du premier trimestre de 2020, la propagation mondiale du coronavirus (COVID-19) a eu une incidence importante sur les économies canadienne et mondiale, sur les taux de change et les marchés boursiers ainsi que sur notre Société. La Société a adopté une approche de communication proactive avec ses employés, ses clients et ses investisseurs en fournissant des mises à jour à propos des répercussions sur nos activités à mesure que la situation continue d'évoluer au Canada. Tandis que la pandémie se propage, la priorité de la Société est de répondre aux besoins accrus des Canadiens et des communautés dans l'ensemble du pays. En réponse aux événements, la Société a mis en place des stratégies de gestion de l'exploitation et des risques exhaustives et évolutives afin de soutenir ses entreprises des secteurs Détail, Services Financiers et CT REIT. Ces stratégies nous permettent de continuer à soutenir les Canadiens en leur offrant les articles et les services essentiels dont ils ont besoin, de maintenir la solidité financière de l'entreprise et de protéger la santé et le bien-être de nos employés, de nos clients, de nos marchands et de nos franchisés.

Conformément aux recommandations des responsables de la santé publique et aux restrictions imposées par les autorités gouvernementales, la Société a adopté des mesures de plus en plus strictes dans l'ensemble du réseau de magasins et de distribution. Ces restrictions ont eu une incidence sur les comportements d'achat des clients et perturbé les taux de change et les marchés boursiers, ce qui a eu des répercussions sur les activités et les résultats financiers de la Société pour le trimestre, ainsi que sur nos attentes à l'égard de nos aspirations financières de 2020 et d'autres informations prospectives présentées dans le rapport aux actionnaires de 2019 de la Société.

Incidence sur les activités

La sécurité de nos clients et de nos employés constitue la priorité absolue de la Société; c'est pourquoi elle a mis en place plusieurs mesures visant à soutenir nos employés, nos clients et notre collectivité.

- Les magasins Canadian Tire ont réduit leurs heures d'ouverture, et certaines restrictions provinciales exigent la fermeture des magasins certains jours. Dans les magasins ouverts, la Société a pris des précautions au moyen de protocoles de nettoyage plus rigoureux et de mesures favorisant la distanciation physique, notamment l'installation de panneaux en plexiglas et d'autocollants sur les planchers, ainsi que la limitation du nombre de clients permis en magasin. En raison de nouvelles restrictions gouvernementales, à compter du 5 avril 2020, les 203 magasins Canadian Tire en Ontario ont été fermés au public. Les centres-autos et les postes Essence+ de la Société continuent de servir nos clients et nos communautés.
- Les mesures mises en place par les autorités publiques ont entraîné la fermeture temporaire des entreprises et des services non essentiels dans certaines provinces et certains territoires. Par conséquent, certains magasins de la Société, particulièrement les magasins exploitant les enseignes SportChek et Mark's de la Société, ont été fermés après le 18 mars 2020 et la majorité le demeurent en date du présent rapport. De plus, lorsque la pandémie a progressé dans le monde, Helly Hansen a fermé la majorité de ses activités de commerce de détail à l'échelle mondiale.
- La Société et ses marchands ont instauré un paiement de soutien spécial de 2 \$ de l'heure, à compter du 22 mars 2020, pour tous les employés actifs des magasins Canadian Tire afin de reconnaître le travail acharné des employés pour continuer à servir leurs communautés pendant la pandémie de COVID-19.
- Le 9 avril 2020, la Société a mis sur pied le Fonds de réponse à la COVID-19 de Canadian Tire de cinq millions de dollars pour aider les Canadiens et les communautés à faire face à la pandémie.

Au cours du trimestre, nous avons observé un changement dans le comportement de magasinage des Canadiens, qui au départ se limitaient aux achats d'articles essentiels principalement en magasin, mais qui maintenant ajoutent aux articles essentiels des achats en magasin, et de plus en plus en ligne, d'articles pouvant les occuper et occuper leur famille pendant le confinement. L'assortiment multicatégorique de la Société lui permet de remplir sa première mission, qui est de soutenir les Canadiens dans les travaux et les loisirs de la vie ici. Bien que de nombreux magasins du réseau soient fermés, les activités de cybercommerce de la Société se poursuivent; le ramassage en bordure de magasin a été introduit dans les magasins Canadian Tire et la livraison à domicile des commandes est offerte aux clients. Toutes les enseignes de détail continuent de constater une demande importante de cybercommerce dans l'ensemble du pays, enregistrant maintenant des volumes sans précédent.

La capacité de la Société à répondre aux habitudes de magasinage de ses clients et à atteindre ses objectifs d'exploitation dépend de sa capacité continue à maintenir les principales activités de la chaîne d'approvisionnement, y compris les ententes de distribution, de logistique et de transport. La Société a mis en place des processus et des technologies d'approvisionnement qui offrent une vue du réseau de chaîne d'approvisionnement de bout en bout et qui soutiennent la capacité de la Société à composer de façon proactive avec les perturbations potentielles, y compris les répercussions d'événements comme la pandémie de COVID-19. Grâce à cet atout, la Société a pu mettre en place des mesures appropriées, notamment l'atténuation des risques potentiels liés à la chaîne d'approvisionnement, qui ont permis d'assurer la continuité des activités au cours du trimestre.

Comme la majorité des employés du siège social de la Société sont passés à une plateforme de télétravail, et que les sites web de la Société enregistrent une augmentation de la fréquentation des clients, le risque lié à nos systèmes de technologies de l'information s'est accru. La Société a déployé des mesures de sécurité additionnelles pour protéger ses systèmes, incluant la formation aux employés, la surveillance et les tests ainsi que le suivi des plans d'urgence.

Incidence sur la performance financière

Puisque la Société a modifié ses activités afin d'assurer la sécurité de ses clients et de ses employés, de respecter les directives gouvernementales et de s'adapter aux changements dans le monde du commerce de détail, l'incidence financière sur les résultats du premier trimestre a été considérable.

Comme il a été mentionné précédemment, les habitudes de magasinage des clients se sont subitement métamorphosées au cours du trimestre. La direction a cerné trois périodes importantes lors de l'examen des résultats financiers du trimestre :

- D'abord, la période avant que l'Organisation mondiale de la santé déclare le statut de pandémie du virus et que les entreprises commencent à annoncer leur fermeture (jusqu'au 11 mars 2020);
- Ensuite, la période précédant le jour où les magasins des enseignes SportChek et Mark's de la Société ont été fermés (le 18 mars 2020);
- Enfin, la période allant jusqu'à la fin du premier trimestre (le 28 mars 2020).

Le tableau suivant résume la performance des ventes comparables de la Société en tenant compte des dates susmentionnées.

Ventes comparables

(variation en pourcentage d'un exercice à l'autre, sauf indication contraire)

	Jusqu'au 11 mars 2020	T1 2020
Canadian Tire ¹	0,9 %	0,7 %
SportChek	3,2 %	(1,8) %
Mark's	0,8 %	(4,5) %
Croissance des ventes comparables consolidées¹	1,3 %	(0,3) %

1. La croissance des ventes comparables de Canadian Tire et du total du secteur Détail exclut la Division pétrolière. Se reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur la croissance des ventes comparables. Les ventes comparables du premier trimestre de 2020 de SportChek et de Mark's ont été calculées au moyen des ventes réalisées jusqu'au 18 mars 2020, date à laquelle les magasins ont été fermés.

Les ventes comparables s'annonçaient en hausse jusqu'au 11 mars 2020, de façon semblable à la performance solide de la Société en 2019 et malgré la comparaison avec un trimestre très vigoureux à l'exercice précédent. Immédiatement après cette date, les habitudes de magasinage se sont soudainement métamorphosées, les consommateurs se concentrant sur les articles essentiels, ce qui a engendré dans les magasins Canadian Tire une croissance dans certaines catégories, comme les produits d'entretien ménager et les produits nettoyeurs, l'équipement et les accessoires d'exercice et de sport et les produits pour la lessive, tandis que les catégories comme les articles pour la vie en plein air, les outils et les pièces automobiles ont enregistré des baisses. En comparaison, SportChek et Mark's ont connu des baisses d'achalandage en magasin et des ventes au cours de la semaine précédant leur fermeture temporaire, la demande des consommateurs pour des vêtements et des chaussures ayant diminué considérablement. Après la fermeture temporaire des magasins après le 18 mars 2020, les ventes au détail de SportChek et de Mark's constituaient uniquement les ventes de cybercommerce, de sorte que les ventes comparables ne sont pas représentatives. Après une semaine d'achat d'articles essentiels, l'achalandage et la demande des clients dans les magasins Canadian Tire ont commencé à se normaliser, à mesure que les Canadiens ont adopté les mesures de confinement, ce qui s'est traduit par des ventes comparables et des ventes au détail semblables aux tendances observées avant le 11 mars 2020 pour le trimestre complet.

Comme il a été mentionné précédemment, la Société a été touchée par la fermeture de magasins de certaines enseignes, notamment SportChek et Mark's, par une baisse de la demande d'essence découlant du confinement des Canadiens et par une diminution des produits tirés des activités de commerce de gros et de commerce de détail d'Helly Hansen en raison de la fermeture des magasins partout dans le monde. Quoiqu'il soit difficile d'évaluer précisément l'incidence de la fermeture de magasins, ainsi que de la baisse des produits tirés du commerce de gros chez Helly Hansen et de la demande pour la Division pétrolière, il faut souligner que, selon les données de 2018 et de 2019 applicables, en moyenne, pour les deux dernières semaines du trimestre, SportChek, Mark's et Helly Hansen ont contribué pour un montant d'environ 140 millions de dollars aux produits combinés, et que la Division pétrolière a enregistré une marge d'environ 6,3 millions.

La Société a également estimé que la pandémie de COVID-19 et les perturbations des marchés ont eu une incidence négative sur ses secteurs Détail et Services Financiers et sur le bénéfice consolidé de 93,8 millions de dollars, soit 0,96 \$ pour le BPA, laquelle est décrite ci-dessous :

Dans le secteur Détail :

- Une charge nette de 41,8 millions de dollars attribuable à la baisse importante du cours des actions par rapport à la fin de l'exercice, ce qui a donné lieu à un ajustement à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de rémunération fondée sur des actions;
- Des pertes de change non liées à l'exploitation de 7,1 millions de dollars comptabilisées par Helly Hansen en raison des fluctuations de change depuis la fin de l'exercice, principalement attribuables à la dépréciation de la couronne norvégienne (« NOK »).

Dans le secteur Services Financiers :

- Un montant de 44,9 millions de dollars lié à une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, constitué d'une tranche de 30 millions découlant de l'ajout d'une couche supplémentaire d'hypothèses économiques au modèle fondé sur les pertes de crédit attendues en raison des changements apportés aux hypothèses de la direction quant aux indicateurs économiques de nature prospective, et d'une tranche de 14,9 millions découlant de la probabilité accrue de défaillance des détenteurs de cartes.

Comme il a été annoncé précédemment, les aspirations financières de la Société couvraient une période de trois ans se terminant en 2020. Bien que la Société demeure déterminée à réaliser une croissance durable à long terme, il existe une grande incertitude quant à la durée et à la gravité de la COVID-19 et de son incidence sur l'économie, sur la demande des consommateurs et sur les activités de la Société. Par conséquent, la direction retire ses aspirations financières sur trois ans (2018 à 2020) annoncées précédemment et ses attentes pour 2020 ayant trait à ses dépenses d'investissement et à son taux d'imposition effectif annuel annoncées précédemment.

La Société poursuit son programme d'efficacité opérationnelle et demeure en bonne voie d'atteindre sa cible d'économies annualisées de 200 millions de dollars d'ici 2022. Le programme d'efficacité opérationnelle est une initiative stratégique clé pour la Société, et même si nous avons réorienté certaines ressources vers la gestion de la crise de la COVID-19, de nombreuses équipes continuent de mettre en œuvre les initiatives liées à l'efficacité opérationnelle afin d'en tirer des avantages en 2020.

Incidence sur les liquidités

Dans le contexte actuel sur les plans de l'économie, de l'exploitation et des marchés boursiers, on observe une importance accrue accordée aux liquidités et à la gestion du capital. La direction se focalise sur le maintien de liquidités suffisantes, tant par le maintien d'un bilan solide que par l'accès au capital. La direction est d'avis que les assortiments multicatégoriques de la Société, son bilan sain, son programme Récompenses Triangle, sa proposition de valeur de ses cartes de crédit, son accès à de multiples sources de liquidités pour toutes ses entreprises et le rôle essentiel qu'elle joue au sein des communautés dans l'ensemble du Canada placent la Société en position favorable pour traverser cette période sans précédent.

La Société a pris des mesures draconiennes afin de s'assurer une situation de trésorerie solide et une souplesse financière au cours du trimestre, y compris la mise en œuvre d'un plan de réduction des coûts d'exploitation au siège social et dans les succursales, la réduction des dépenses d'investissement discrétionnaires et des exigences du fonds de roulement dans l'ensemble de l'entreprise, ainsi que la suspension des rachats d'actions.

Grâce à sa capacité d'avoir accès à du capital de multiples sources, la Société maintient une solide position de liquidités, comme il est expliqué dans le rapport aux actionnaires de 2019. En 2020, la Société a obtenu du crédit additionnel par l'entremise d'une facilité de crédit bancaire engagée de un an de 650 millions de dollars auprès de quatre institutions financières canadiennes. La nouvelle facilité arrive à échéance le 30 mars 2021. À la fin du trimestre, la Société avait un bilan solide et respectait toutes ses clauses restrictives financières.

Compte tenu de l'incertitude quant à la durée et à la portée de la pandémie de COVID-19, ainsi que de son incidence potentielle sur le secteur du commerce de détail, y compris la faiblesse macroéconomique à moyen terme, le 31 mars 2020, Standard & Poor's (« S&P ») a révisé à la baisse la notation du crédit d'émetteur et la notation de la dette de premier rang non garantie de la Société, les faisant passer de BBB+ à BBB avec perspective négative. Le 7 avril 2020, DBRS Morningstar a placé la notation du crédit d'émetteur et les notations du crédit des billets à moyen terme de la Société « sous surveillance avec implications négatives ».

4. Aspirations financières sur trois ans (2018 à 2020)

Comme il a été annoncé précédemment, les aspirations financières de la Société couvraient une période de trois ans se terminant en 2020. Bien que la Société demeure déterminée à réaliser une croissance durable à long terme, il existe une grande incertitude quant à la durée et à la gravité de la COVID-19 et de son incidence sur l'économie, sur la demande des consommateurs et sur les activités de la Société. Par conséquent, la direction retire ses aspirations financières sur trois ans (2018 à 2020) annoncées précédemment.

Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les facteurs ayant une incidence sur la Société en raison de la pandémie de COVID-19.

Les renseignements détaillés sur les aspirations financières sur trois ans sont présentés à la section 4 du rapport de gestion de 2019 de la Société.

5. Performance financière

5.1 Performance financière consolidée

5.1.1 Résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1 2020	T1 2019	Variation
Ventes au détail ¹	2 757,1 \$	2 832,8 \$	(2,7) %
Produits	2 848,3 \$	2 894,4 \$	(1,6) %
Marge brute en dollars	939,2 \$	998,3 \$	(5,9) %
Marge brute en pourcentage des produits	33,0 %	34,5 %	(152) pb
Autres (produits)	(8,6) \$	(5,0) \$	n.s. ²
Frais de vente, généraux et administratifs	876,7	812,9	7,9 %
Charges financières nettes	68,2	67,0	1,8 %
Bénéfice avant impôt	2,9 \$	123,4 \$	(97,7) %
(Économie) charge d'impôt	(9,3)	26,0	(135,8) %
Taux d'imposition effectif	n.s. ²	21,1 %	n.s. ²
Bénéfice net	12,2 \$	97,4 \$	(87,5) %
Bénéfice net attribuable aux :			
Actionnaires de la Société Canadian Tire	(13,3) \$	69,7 \$	(119,1) %
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	25,5	27,7	(7,6) %
	12,2 \$	97,4 \$	(87,5) %
BPA de base	(0,22) \$	1,12 \$	(119,5) %
BPA dilué	(0,22) \$	1,12 \$	(119,5) %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :			
De base	61 170 366	62 243 116	n.s. ²
Dilué	61 170 366	62 325 684	n.s. ²

1. Mesures clés de performance opérationnelle. Se reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

2. Non significatif.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le tableau suivant présente le bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de la Société. Pour plus d'information, se reporter à la note 15 des états financiers consolidés de 2019 de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019
Services Financiers		
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 20,0 % (2019 – 20,0 %)	10,1 \$	16,2 \$
CT REIT		
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 30,7 % (2019 – 23,8 %)	15,4	10,9
Filiale du secteur Détail		
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 50,0 % (2019 – 50,0 %)	—	0,6
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	25,5 \$	27,7 \$

Éléments de normalisation

Les résultats d'exploitation comprennent un élément de normalisation pour 2020 décrit ci-après, et ne comprenaient pas d'éléments de normalisation en 2019.

2020	
1. Programme d'efficacité opérationnelle	• Les coûts de 7,5 millions de dollars engagés relativement au programme d'efficacité opérationnelle pour des coûts liés au projet et des charges connexes au programme.

Les résultats normalisés sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR, se reporter à la section 9.3.2 du présent rapport de gestion.

Principales mesures normalisées – consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T1 2020	T1 2019	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T1 2019	Variation ²
Produits	2 848,3 \$	— \$	2 848,3 \$	2 894,4 \$	— \$	2 894,4 \$	(1,6) %
Coût des activités génératrices de produits	1 909,1	—	1 909,1	1 896,1	—	1 896,1	0,7 %
Marge brute	939,2	—	939,2	998,3	—	998,3	(5,9) %
Taux de la marge brute	33,0 %	—	33,0 %	34,5 %	—	34,5 %	(152) pb
Autres (produits)	(8,6)	—	(8,6)	(5,0)	—	(5,0)	n.s. ³
Frais de vente, généraux et administratifs	876,7	(7,5)	869,2	812,9	—	812,9	6,9 %
Charges financières nettes	68,2	—	68,2	67,0	—	67,0	1,8 %
Bénéfice avant impôt	2,9 \$	7,5	10,4 \$	123,4 \$	—	123,4 \$	(91,6) %
(Économie) charge d'impôt	(9,3)	2,0	(7,3)	26,0	—	26,0	(128,1) %
Bénéfice net	12,2	5,5	17,7	97,4	—	97,4	(81,8) %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société	(13,3)	5,5	(7,8)	69,7	—	69,7	(111,2) %
BPA dilué	(0,22) \$	0,09 \$	(0,13) \$	1,12 \$	— \$	1,12 \$	(111,6) %

1. Se reporter au tableau sur les éléments de normalisation de la présente section pour plus d'information.

2. Variation entre les résultats normalisés.

3. Non significatif.

En raison de la COVID-19, le bénéfice consolidé et le BPA ont subi l'incidence négative de plusieurs éléments. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.

Analyse des résultats consolidés

T1	
Sommaire des résultats consolidés	<p>▼ BPA dilué : 1,34 \$ par action, ou 119,5 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits consolidés ont diminué de 46,1 millions de dollars, ou 1,6 pour cent. En excluant la Division pétrolière, les produits consolidés ont diminué de 1,0 pour cent, principalement en raison de la fermeture temporaire de magasins des enseignes SportChek et Mark's, ce qui a été partiellement contrebalancé par la hausse des livraisons chez Canadian Tire et par la croissance continue des créances du secteur Services Financiers. La marge brute consolidée en dollars a diminué de 59,1 millions de dollars, ou 5,9 pour cent. En excluant la hausse de 44,9 millions de dollars de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues au sein du secteur Services Financiers, la marge brute consolidée en dollars s'est établie à 984,1 millions, une baisse de 14,2 millions, ou 1,4 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à la fermeture temporaire de magasins chez SportChek et chez Mark's, partiellement compensée par une augmentation de la marge brute chez Canadian Tire. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus de détails sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre. Les autres produits ont augmenté en raison des profits tirés des contrats de location liés à l'achat de l'immeuble Canada Square par CT REIT, partiellement contrebalancés par la hausse des pertes de change non liées à l'exploitation comptabilisées par Helly Hansen en raison de la dépréciation de la couronne norvégienne au cours du trimestre liée à la pandémie de COVID-19. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus de détails sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre. Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés ont augmenté de 63,8 millions de dollars, ou 7,9 pour cent. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ont augmenté de 56,3 millions de dollars, ou 5,6 pour cent, ce qui est principalement attribuable au montant de 41,8 millions lié aux perturbations des marchés au cours du trimestre qui ont entraîné une baisse importante du cours des actions par rapport à la fin de l'exercice et donné lieu à un ajustement à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de la rémunération fondée sur des actions. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus de détails sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre. En excluant l'incidence de 41,8 millions de dollars, les frais de vente, généraux et administratifs normalisés sont demeurés stables par rapport à l'exercice précédent. Pour le trimestre, l'impôt sur le résultat a représenté une économie de 9,3 millions de dollars, comparativement à une charge de 26,0 millions à l'exercice précédent. L'économie d'impôt est principalement attribuable à la baisse du bénéfice, aux ajustements favorables apportés aux estimations fiscales, à la hausse de l'économie liée aux options sur actions non imposable attribuable aux fluctuations du cours des actions résultant des perturbations dans les marchés en raison de la COVID-19 et à la participation ne donnant pas le contrôle liée à CT REIT au cours de la période. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus de détails sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre. Le BPA dilué normalisé s'est établi à (0,13) \$ pour le trimestre, une baisse comparativement à 1,25 \$ par rapport à l'exercice précédent. La diminution du bénéfice est principalement attribuable à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les secteurs Détail et Services Financiers, partiellement contrebalancée par l'économie d'impôt. Avant le 11 mars 2020, toutes les enseignes du secteur Détail enregistraient une performance solide par rapport à l'exercice précédent. Bien qu'il soit difficile de quantifier l'incidence de la perte de ventes sur le bénéfice, le BPA dilué et le BPA dilué normalisé ont subi une incidence négative représentant 0,96 \$ en raison de certaines augmentations de dépenses liées aux perturbations importantes dans les taux de change et dans les marchés boursiers qui ont eu lieu au cours du trimestre, ainsi que de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus de détails sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.

5.1.2 Mesures clés de performance opérationnelle consolidées, excluant la Division pétrolière

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)	T1 2020	T1 2019	Variation
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹ ajustés pour tenir compte des charges locatives ² (excluant la dotation aux amortissements ³) en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière	32,3 %	29,9 %	243 pb
BAIIA ⁴ normalisé ¹ ajusté pour tenir compte des charges locatives en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière ⁵	4,9 %	8,9 %	(403) pb

1. Se reporter à la section 5.1.1 pour la description des éléments de normalisation.
2. Les ajustements aux frais de vente, généraux et administratifs comprennent les ajouts d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisations et de charges financières nettes liées aux obligations locatives à titre d'estimation des charges locatives.
3. La dotation aux amortissements exclue se chiffre à 98,8 millions de dollars (2019 – 96,2 millions).
4. Les produits excluent la Division pétrolière, le BAIIA exclut la marge brute de la Division pétrolière.
5. Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 9.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement du BAIIA ajusté normalisé et du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire pour plus d'information à ce sujet.

Analyse des résultats consolidés

T1	
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements) en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière	<p>▲ 243 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements) en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière, ont augmenté de 243 points de base. La hausse est principalement attribuable à la charge de 41,8 millions de dollars enregistrée par le secteur Détail relativement aux perturbations des marchés au cours du trimestre qui ont entraîné une baisse importante du cours des actions par rapport à la fin de l'exercice et donné lieu à un ajustement net à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de la rémunération fondée sur des actions. <p>En excluant l'incidence de 41,8 millions de dollars, les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière, ont augmenté de 73 points de base. La hausse est principalement attribuable à la fermeture temporaire de magasins chez SportChek et chez Mark's, aux loyers et aux augmentations des frais de vente, généraux et administratifs liées au taux d'occupation. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus de détails sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.</p>
BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière	<p>▼ 403 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière, a diminué de 403 points de base principalement en raison de la hausse des charges de 93,8 millions de dollars résultant de divers facteurs touchés par la pandémie de COVID-19. <p>En excluant cette incidence de 93,8 millions de dollars, le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière, a diminué de 21 points de base. La baisse est principalement attribuable à la fermeture temporaire de magasins chez SportChek et chez Mark's, aux loyers et aux augmentations des frais de vente, généraux et administratifs liées au taux d'occupation. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus de détails sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.</p>

5.1.3 Analyse des tendances saisonnières

Le tableau suivant présente la performance financière consolidée de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices. La tendance trimestrielle pourrait subir l'incidence des éléments non liés à l'exploitation.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018
Produits	2 848,3	\$ 4 316,7	\$ 3 636,7	\$ 3 686,6	\$ 2 894,4	\$ 4 131,7	\$ 3 631,3	\$ 3 480,8
Bénéfice net	12,2	365,9	227,7	203,8	97,4	278,2	231,3	174,4
Bénéfice net normalisé ¹	17,7	372,4	243,8	209,7	97,4	328,2	252,1	191,0
BPA dilué	(0,22)	5,42	3,20	2,87	1,12	3,99	3,15	2,38
BPA dilué normalisé ¹	(0,13)	5,53	3,46	2,97	1,12	4,78	3,47	2,61

1. Se reporter à la section 5.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

5.2 Performance du secteur Détail

5.2.1 Résultats financiers du secteur Détail

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019	Variation
Ventes au détail ¹	2 757,1	2 832,8	(2,7) %
Produits	2 503,2	2 564,0	(2,4) %
Marge brute en dollars	773,3	793,9	(2,6) %
Marge brute en pourcentage des produits	30,9	31,0	(7) pb
Autres (produits)	(35,6)	(36,3)	(1,8) %
Frais de vente, généraux et administratifs	848,7	781,7	8,6 %
Charges financières nettes	59,8	62,0	(3,5) %
Perte avant impôt	(99,6)	(13,5)	(639,3) %

1. Mesure clé de performance opérationnelle Se reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Les résultats normalisés sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR, se reporter à la section 9.3.2 du présent rapport de gestion.

Principales mesures normalisées – Détail

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T1 2020	T1 2019	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T1 2019	Variation ²
Produits	2 503,2	—	2 503,2	2 564,0	—	2 564,0	(2,4) %
Coût des activités génératrices de produits	1 729,9	—	1 729,9	1 770,1	—	1 770,1	(2,3) %
Marge brute	773,3	—	773,3	793,9	—	793,9	(2,6) %
Taux de la marge brute	30,9	—	30,9	31,0	—	31,0	(7) pb
Autres (produits)	(35,6)	—	(35,6)	(36,3)	—	(36,3)	(1,9) %
Frais de vente, généraux et administratifs	848,7	(7,5)	841,2	781,7	—	781,7	7,6 %
Charges financières nettes	59,8	—	59,8	62,0	—	62,0	n.s. ³
(Perte) bénéfice avant impôt	(99,6)	7,5	(92,1)	(13,5)	—	(13,5)	(582,2) %

1. Se reporter à la section 5.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Variation entre les résultats normalisés.

3. Non significatif.

5.2.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur Détail

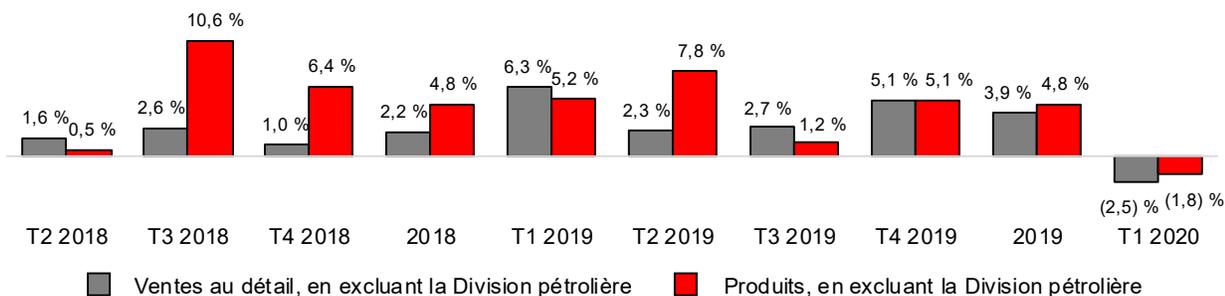
Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

(variation en pourcentage d'un exercice à l'autre, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1 2020	T1 2019	Variation
 Total du secteur Détail	Produits ¹	2 503,2 \$	2 564,0 \$ (2,4) %
	Produits, excluant la Division pétrolière	2 113,2	2 152,8 (1,8) %
	Nombre de magasins	1 743	1 693
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	34,4	33,6
	Croissance des ventes au détail	(2,7) %	3,3 %
	Croissance des ventes au détail, excluant la Division pétrolière	(2,5) %	6,3 %
	Croissance des ventes comparables consolidées ²	(0,3) %	6,1 %
Rendement du capital investi dans les activités de détail ³	8,5 %	8,9 %	
	Produits ^{1,4}	1 405,4 \$	1 351,6 \$ 4,0 %
	Nombre de magasins ⁵	666	607
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	23,3	22,5
	Ventes par pied carré ⁶	442 \$	430 \$ 2,8 %
	Croissance des ventes au détail ⁷	2,2 %	7,4 %
	Croissance des ventes comparables ^{2,7}	0,7 %	7,1 %
	Produits ¹	370,1 \$	421,1 \$ (12,1) %
	Nombre de magasins	400	404
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	7,5 \$	7,5 \$
	Ventes par pied carré ⁸	297 \$	299 \$ (0,7) %
	Croissance des ventes au détail ⁹	(13,1) %	2,8 %
	Croissance des ventes comparables ²	(1,8) %	3,4 %
	Produits ^{1,10}	212,5 \$	245,7 \$ (13,5) %
	Nombre de magasins	380	385
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	3,6 \$	3,6 \$
	Ventes par pied carré ¹¹	350 \$	374 \$ (2,4) %
	Croissance des ventes au détail ¹²	(15,3) %	5,5 %
	Croissance des ventes comparables ²	(4,5) %	4,9 %
	Produits ¹	121,5 \$	131,0 \$ (7,3) %
	Produits ¹	390,0 \$	411,2 \$ (5,1) %
	Postes d'essence	297	297
	Marge brute en dollars	36,0 \$	41,4 \$ (12,9) %
	Croissance des ventes au détail	(3,4) %	(9,1) %
	Croissance du volume des ventes d'essence en litres	(8,3) %	2,2 %
	Croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins comparables en litres ²	(5,2) %	1,1 %

- Les produits présentés pour Canadian Tire, SportChek, Mark's et la Division pétrolière comprennent les produits intersectoriels. Les produits d'Helly Hansen représentent des produits externes seulement (les chiffres de la période précédente d'Helly Hansen ont été retraités afin de refléter la présentation de l'exercice courant). Le total des produits de Canadian Tire, de SportChek, de Mark's, de la Division pétrolière et d'Helly Hansen ne correspond donc pas au total des produits du secteur Détail.
- La croissance des ventes comparables exclut la Division pétrolière. Se reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur la croissance des ventes comparables. Les ventes comparables de SportChek et de Mark's ont été calculées au moyen des ventes réalisées jusqu'au 18 mars 2020, date à laquelle les magasins ont été fermés. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.
- Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé sur 12 mois sur une base normalisée. Se reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.
- Les produits comprennent les produits de Canadian Tire, de PartSource, de PHL, de Party City et de Franchise Trust.
- Le nombre de magasins comprend les magasins Canadian Tire et des autres enseignes, totalisant 163 magasins (2019 – 104 magasins). Les autres enseignes comprennent PartSource, PHL et Party City.
- Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois. La superficie consacrée à la vente au détail ne comprend pas le centre du jardinage saisonnier extérieur, les postes de travail dans les centres-autos ni la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.
- La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les magasins Canadian Tire, PartSource, PHL et Party City, ainsi que la composante main-d'œuvre des ventes dans les centres-autos Canadian Tire.
- Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et comprennent les succursales et les magasins franchisés, ainsi que la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.
- La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les succursales et les magasins franchisés.
- Les produits comprennent les ventes d'articles dans les magasins franchisés Mark's, les ventes au détail dans les succursales de Mark's, les produits tirés des activités de commerce de gros de la division commerciale de Mark's, ainsi que les produits tirés des services connexes de broderie et de retouches.
- Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et comprennent les ventes dans les succursales et les magasins franchisés et excluent les produits tirés des services connexes. Les ventes par pied carré ne comprennent pas la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.
- La croissance des ventes au détail comprend les ventes au détail dans les succursales de Mark's et ses magasins franchisés, mais exclut les produits tirés des services connexes de retouches et de broderie.

Croissance des ventes au détail et des produits d'un exercice à l'autre



En raison des perturbations importantes dans les marchés boursiers et dans les taux de change qui ont eu lieu pendant le trimestre, ainsi que de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale, le bénéfice du secteur Détail a subi l'incidence négative de plusieurs éléments. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.

Analyse des résultats du secteur Détail

T1	
Ventes au détail	<p>▼ 75,7 millions de dollars ou 2,7 %</p> <p>▼ Croissance des ventes comparables de 0,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les ventes au détail ont subi l'incidence négative de la fermeture temporaire de magasins des enseignes SportChek et Mark's en mars. Les ventes au détail et les ventes comparables de Canadian Tire ont été positives malgré la comparaison avec un trimestre très vigoureux de 7,1 pour cent à l'exercice précédent. La pénétration accrue du cybercommerce dans l'ensemble des enseignes et les stratégies de prix et de promotions continuent de favoriser les ventes au détail et les ventes comparables dans toutes les enseignes de détail. ▼ Canadian Tire Les ventes au détail ont augmenté de 2,2 pour cent et les ventes comparables, de 0,7 pour cent chez Canadian Tire. La hausse des ventes au détail a été principalement favorisée par les catégories des Essentiels pour la maison, de l'équipement d'exercice, des articles de cuisine et des produits de nettoyage, ainsi que par les catégories Au jeu et Au foyer qui ont stimulé la croissance au cours des dernières semaines de mars, ce qui a été partiellement contrebalancé par les catégories de la vie en plein air, des outils et Au volant. L'inclusion de Party City a également contribué à la hausse des ventes au détail au cours du trimestre par rapport à l'exercice précédent. SPORTCHEK Les ventes au détail ont diminué de 13,1 pour cent. Les ventes comparables de SportChek s'annonçaient positives, avec une croissance de 3,2 pour cent jusqu'au 11 mars 2020, date à laquelle la pandémie a été déclarée. Le 18 mars 2020, la baisse des ventes comparables s'établissait à 1,8 pour cent pour le trimestre, celles-ci ayant subi l'incidence des facteurs expliqués à la section 3 du présent rapport de gestion. Les ventes de cybercommerce ont continué de fournir un apport positif aux ventes au détail, avec une hausse des taux de pénétration. Les catégories de vêtements pour l'extérieur d'hiver, des accessoires pour vêtements et des articles pour le bien-être étaient en hausse pour le trimestre par rapport à l'exercice précédent. ■ Mark's Les ventes au détail ont diminué de 15,3 pour cent. Jusqu'au 11 mars 2020, les ventes comparables de Mark's étaient en hausse de 0,8 pour cent. Au 18 mars 2020, la baisse des ventes comparables pour le trimestre s'établissait à 4,5 pour cent, celles-ci ayant subi l'incidence des facteurs expliqués à la section 3 du présent rapport de gestion. Les ventes de cybercommerce ont continué de fournir un apport positif aux ventes au détail, avec une hausse des taux de pénétration. Les catégories de vêtements tout-aller et de vêtements médicaux étaient en hausse pour le trimestre par rapport à l'exercice précédent.

Analyse des résultats du secteur Détail (suite)

T1	
Ventes au détail (suite)	<ul style="list-style-type: none"> ▼ ESSENCE⁺ Les ventes au détail de la Division pétrolière ont diminué de 3,4 pour cent, en raison d'une baisse du volume d'essence par rapport à l'exercice précédent, partiellement compensée par la hausse des prix de l'essence moyens et des ventes de produits autres que de l'essence. Compte tenu des directives gouvernementales déconseillant les déplacements non essentiels, les activités liées à l'essence ont connu une forte baisse des volumes pendant les dernières semaines de mars.
Produits	<p>▼ 60,8 millions de dollars ou 2,4 %</p> <p>▼ 1,8 %, en excluant la Division pétrolière</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse des produits est principalement attribuable à la fermeture temporaire de magasins des enseignes SportChek et Mark's. Ces baisses ont été partiellement compensées par les produits de Canadian Tire, qui ont augmenté en raison des livraisons accrues et de l'inclusion de Party City par rapport à l'exercice précédent. La pénétration accrue du cybercommerce dans toutes les enseignes a également contribué favorablement aux produits.
Marge brute	<p>▼ 20,6 millions de dollars ou 2,6 %</p> <p>▼ 7 pb du taux de la marge brute</p> <p>▼ 2,0 %, en excluant la Division pétrolière</p> <p>▼ 10 pb du taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière</p> <ul style="list-style-type: none"> En excluant la Division pétrolière, la marge brute en dollars a diminué de 15,2 millions de dollars, ce qui est principalement attribuable à la fermeture temporaire de magasins chez SportChek et chez Mark's. Ces baisses ont été partiellement compensées par la hausse de la marge brute en dollars de Canadian Tire résultant des livraisons accrues. En excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute a diminué de dix points de base, principalement en raison de la baisse des taux de la marge chez SportChek et chez Mark's attribuable aux stratégies de prix et de promotions et à la pénétration accrue des ventes de cybercommerce, dont le taux de la marge est habituellement moins élevé. Ces baisses ont été presque complètement compensées par la hausse du taux de la marge chez Canadian Tire, résultant principalement des changements favorables apportés aux assortiments et des coûts de transport.
Autres produits	<p>▼ 0,7 million de dollars ou 1,8 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les autres produits ont diminué de 0,7 million de dollars, surtout en raison des pertes de change non liées à l'exploitation de 7,1 millions comptabilisées par Helly Hansen, partiellement compensées par la hausse des profits liés aux biens immobiliers au cours de l'exercice par rapport à l'exercice précédent.
Frais de vente, généraux et administratifs	<p>▲ 67,0 millions de dollars ou 8,6 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ont augmenté de 59,5 millions de dollars, ou 7,6 pour cent, ce qui est principalement attribuable à la charge de 41,8 millions comptabilisée au cours du trimestre relativement aux perturbations des marchés au cours du trimestre qui ont entraîné une baisse importante du cours des actions par rapport à la fin de l'exercice et donné lieu à un ajustement net à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de la rémunération fondée sur des actions. En excluant cette incidence, les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ont augmenté de 17,7 millions de dollars, ou 2,3 pour cent, en raison de la hausse des coûts d'occupation liée aux nouvelles constructions chez Canadian Tire et la hausse de l'amortissement lié aux actifs au titre de droits d'utilisation surtout attribuable à l'inclusion de Party City, partiellement contrebalancées par la diminution des frais de marketing et des frais liés aux voyages par rapport à l'exercice précédent.

Analyse des résultats du secteur Détail (suite)

Charges financières nettes	▼ 2,2 millions de dollars ou 3,5 %
	<ul style="list-style-type: none"> Les charges financières nettes ont diminué, principalement en raison de la baisse des charges financières liées aux obligations locatives.
Sommaire des résultats	▼ 86,1 millions de dollars
	<ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice avant impôt normalisé a diminué de 78,6 millions de dollars en raison de la hausse de 48,9 millions liée à l'augmentation des charges relatives à divers facteurs ayant eu une incidence au cours du trimestre, comme il est expliqué à la section 3 du présent rapport de gestion. En excluant ces incidences, le bénéfice net avant impôt normalisé a diminué de 29,7 millions de dollars, principalement en raison de la fermeture temporaire de magasins chez SportChek et chez Mark's. L'apport positif de Canadian Tire, l'inclusion de Party City et la pénétration accrue du cybercommerce dans toutes les enseignes ont compensé partiellement ces incidences.

5.2.3 Analyse des tendances saisonnières du secteur Détail

Le bénéfice d'exploitation net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice, et le premier trimestre, l'apport le moins important. Le tableau suivant présente la performance financière consolidée du secteur Détail de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices. La tendance trimestrielle pourrait subir l'incidence des éléments non liés à l'exploitation.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018
Ventes au détail	2 757,1 \$	4 838,2 \$	3 904,3 \$	4 303,7 \$	2 832,8 \$	4 637,7 \$	3 865,3 \$	4 250,1 \$
Produits	2 503,2	3 989,2	3 296,3	3 360,3	2 564,0	3 816,9	3 309,9	3 179,8
Bénéfice avant impôt	(99,6)	351,6	170,6	139,1	(13,5)	328,8	166,7	149,9
Bénéfice avant impôt normalisé ¹	(92,1)	360,5	192,7	147,2	(13,5)	328,8	189,1	159,0

1. Se reporter à la section 5.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

5.3 Performance du secteur Services Financiers**5.3.1 Résultats financiers du secteur Services Financiers**

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019	Variation
Produits	341,9 \$	328,8 \$	4,0 %
Marge brute en dollars	145,2	186,6	(22,2) %
Marge brute en pourcentage des produits	42,5 %	56,8 %	n.s. ¹
Autres charges (produits)	0,1	(0,3)	n.s. ¹
Frais de vente, généraux et administratifs	75,0	74,7	0,5 %
(Produits financiers nets)	(0,1)	(0,2)	(48,1) %
Bénéfice avant impôt	70,2 \$	112,4 \$	(37,6) %

1. Non significatif.

Analyse du secteur Services Financiers

T1	
Produits	▲ 13,1 millions de dollars ou 4,0 % <ul style="list-style-type: none"> La hausse des produits est attribuable à l'augmentation des frais de crédit résultant de la croissance des créances moyennes brutes. Les créances moyennes brutes ont augmenté de 4,2 pour cent, favorisées par la hausse du nombre moyen de comptes actifs de 1,3 pour cent et du solde moyen par compte.
Marge brute	▼ 22,2 % de la marge brute en dollars <ul style="list-style-type: none"> La baisse de la marge brute en dollars est principalement attribuable à l'augmentation de 44,9 millions de dollars de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues enregistrée au cours du trimestre. Se reporter à la section 3 pour plus de détails sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre. En excluant cette incidence, la marge brute en dollars est demeurée relativement stable par rapport à l'exercice précédent, étant donné que les hausses des produits ont été contrebalancées par la hausse des radiations.
Frais de vente, généraux et administratifs	▲ 0,3 million de dollars ou 0,5 % <ul style="list-style-type: none"> Dans l'ensemble, stables par rapport à l'exercice précédent.
Sommaire des résultats	▼ 42,2 millions de dollars ou 37,6 % <ul style="list-style-type: none"> La baisse du bénéfice avant impôt est principalement attribuable à l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues décrite à la section 3 du présent rapport de gestion. En excluant cette incidence, le bénéfice net avant impôt a augmenté de 2,7 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

5.3.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur Services Financiers

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1 2020	T1 2019	Variation
Croissance des ventes liées aux cartes de crédit ¹	3,6 %	3,6 %	
Créances moyennes brutes	6 363,3 \$	6 104,6 \$	4,2 %
Produits ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	21,32 %	21,55 %	
Nombre moyen de comptes ayant un solde non réglé ³ (en milliers)	2 110	2 082	1,3 %
Solde moyen des comptes ³ (au dollar près)	3 015 \$	2 930 \$	2,9 %
Taux de radiation nette lié aux cartes de crédit ^{2, 3, 4}	6,35 %	5,49 %	
Créances sur cartes de crédit en souffrance ^{3, 5} (en souffrance depuis deux mois ou plus)	3,07 %	2,83 %	
Taux de la correction de valeur ⁶	13,64 %	12,81 %	
Charges d'exploitation ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	4,91 %	5,43 %	
Rendement des créances ²	6,08 %	6,86 %	

1. La croissance des ventes liées aux cartes de crédit exclut les transferts de solde. Représente la variation en pourcentage d'un exercice à l'autre.

2. Les données sont calculées sur 12 mois.

3. Portefeuille de cartes de crédit seulement.

4. La modification de l'estimation de la direction relativement à la valeur actualisée des recouvrements réguliers a eu une incidence favorable de 45 points de base sur le taux de radiation nette lié aux cartes de crédit au premier trimestre de 2019.

5. Créances sur cartes de crédit en souffrance depuis plus de 30 jours, en pourcentage du total des créances sur cartes de crédit à la fin de la période.

6. Le taux de la correction de valeur pour pertes de crédit a été calculé en fonction du total du portefeuille géré de créances sur prêts.

Carte de pointage des Services Financiers

Pour évaluer la performance financière globale du secteur Services Financiers, la carte de pointage suivante présente un portrait équilibré du progrès du secteur Services Financiers quant à l'atteinte de ses objectifs stratégiques.

T1 2020 par rapport au T1 2019	
Croissance	<ul style="list-style-type: none"> ▲ 4,2 % des créances moyennes brutes ▲ 3,6 % des ventes liées aux cartes de crédit ▲ 1,3 % du nombre moyen de comptes ayant un solde ▲ 2,9 % du solde moyen des comptes <ul style="list-style-type: none"> • La croissance a été réalisée grâce à la vigueur continue des produits, favorisée par la hausse des frais de crédit résultant de la croissance des créances moyennes brutes de 4,2 pour cent par rapport à l'exercice précédent. • La croissance des créances moyennes au premier trimestre de 2020 résulte de l'approche équilibrée adoptée, ainsi que de la hausse du nombre moyen de comptes actifs et du solde moyen des comptes par rapport au premier trimestre de 2019.
Performance	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 78 pb du rendement des créances ▼ 23 pb des produits en pourcentage des créances moyennes brutes ▼ 52 pb des charges d'exploitation en pourcentage des créances moyennes brutes <ul style="list-style-type: none"> • Les charges d'exploitation sont demeurées bien maîtrisées au cours du trimestre, les charges d'exploitation en pourcentage des créances moyennes brutes s'étant améliorées de 52 points de base par rapport à l'exercice précédent. • Le rendement des créances a diminué de 78 points de base au premier trimestre de 2020 par rapport à l'exercice précédent en raison de la baisse du bénéfice avant impôt de 37,6 pour cent principalement attribuable à l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues décrite à la section 3 du présent rapport de gestion.
Mesures d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> ▲ 24 pb des créances en souffrance depuis deux mois ou plus ▲ 86 pb du taux de radiation nette liée aux cartes de crédit ▲ 13,64 % du taux de la correction de valeur, une hausse de 83 pb <ul style="list-style-type: none"> • La hausse du taux de radiation nette lié aux cartes de crédit par rapport à l'exercice précédent résulte des échéances du portefeuille et des tendances d'insolvabilité en hausse dans le secteur. • Le taux de la correction de valeur a augmenté de 83 points de base pour s'établir à 13,64 pour cent, principalement en raison de l'augmentation de 44,9 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, comme il est expliqué à la section 3 du présent rapport de gestion.

5.3.3 Analyse des tendances saisonnières du secteur Services Financiers

Le bénéfice d'exploitation net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Au premier trimestre, les Services Financiers amènent le plus grand apport au bénéfice consolidé. Le tableau suivant présente la performance financière consolidée de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices. La tendance trimestrielle pourrait subir l'incidence des éléments non liés à l'exploitation.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018
Produits	341,9 \$	333,0 \$	343,0 \$	329,3 \$	328,8 \$	322,8 \$	325,6 \$	306,4 \$
Bénéfice avant impôt	70,2	109,5	108,9	95,5	112,4	92,1	131,9	71,4
Bénéfice avant impôt normalisé ¹	70,2	109,5	108,9	95,5	112,4	92,1	131,9	84,9

1. Se reporter à la section 5.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

5.4 Performance du secteur CT REIT

5.4.1 Résultats financiers du secteur CT REIT

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019	Variation
Produits tirés des immeubles	126,8 \$	121,6 \$	4,3 %
Charges liées aux immeubles	28,9	28,0	3,4 %
Frais généraux et administratifs	3,0	4,8	(37,5) %
Charges financières nettes	27,5	27,0	2,0 %
Perte (profit) à la juste valeur	24,2	(9,6)	(352,5) %
Bénéfice avant impôt	43,2 \$	71,4 \$	(39,5) %

Analyse du secteur CT REIT

T1	
Produits tirés des immeubles	<p>▲ 5,2 millions de dollars ou 4,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La hausse de 5,2 millions de dollars est principalement attribuable aux hausses contractuelles de loyer et aux loyers de base additionnels liés aux immeubles acquis et aux projets d'intensification achevés au cours de 2020 et de 2019.
Charges liées aux immeubles	<p>▲ 0,9 million de dollars ou 3,4 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La hausse de 0,9 million de dollars des charges liées aux immeubles est attribuable aux acquisitions d'immeubles réalisées par rapport à l'exercice précédent.
Frais de vente, généraux et administratifs	<p>▼ 1,8 million de dollars ou 37,5 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La diminution des frais de vente, généraux et administratifs est principalement attribuable aux baisses des charges liées au personnel.
Charges financières nettes	<p>▲ 0,5 million de dollars ou 2,0 %</p> <ul style="list-style-type: none"> L'augmentation des charges financières nettes au cours du trimestre est attribuable à la diminution des charges d'intérêts inscrites à l'actif relativement à des projets d'aménagement par rapport à l'exercice précédent.
Ajustement à la juste valeur des immeubles de placement	<p>▼ 33,8 millions de dollars ou 352,5 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La diminution de l'ajustement à la juste valeur des immeubles de placement est attribuable à l'incidence négative estimée de la pandémie de COVID-19 sur la valeur du portefeuille au cours du trimestre. Ce montant d'ajustement à la juste valeur est éliminé à la consolidation, de sorte qu'il n'est pas décrit à la section 3 du présent rapport de gestion.
Sommaire des résultats	<p>▼ 28,2 millions de dollars ou 39,5 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse du bénéfice est principalement attribuable à l'ajustement à la juste valeur des immeubles de placement, partiellement compensé par la hausse des produits tirés des immeubles et la baisse des frais de vente, généraux et administratifs.

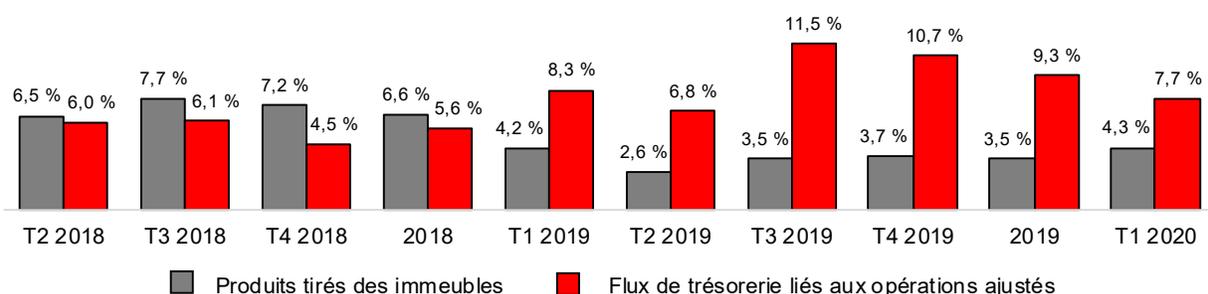
5.4.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur CT REIT

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019	Variation
Bénéfice d'exploitation net ¹	95,3 \$	89,9 \$	6,0 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	66,9	63,4	5,4 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ¹	58,2	54,0	7,7 %

1. Mesures non conformes aux PCGR, excluant tous les ajustements à la juste valeur. Se reporter à la section 9.3.2 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Produits tirés des immeubles et croissance des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés d'un exercice à l'autre



Bénéfice d'exploitation net

Pour le trimestre, le bénéfice d'exploitation net a augmenté de 6,0 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'acquisition d'immeubles productifs et d'immeubles en cours d'aménagement achevés en 2020 et en 2019. Le bénéfice d'exploitation net est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 9.3.2 pour plus d'information.

Flux de trésorerie liés aux opérations

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté de 5,4 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incidence des variations du bénéfice d'exploitation net et de la baisse des frais de vente, généraux et administratifs, qui ont été partiellement contrebalancées par la hausse des charges d'intérêts. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 9.3.2 pour plus d'information.

Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont augmenté de 7,7 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incidence des variations du bénéfice d'exploitation net et de la baisse des frais de vente, généraux et administratifs, expliquées précédemment, qui ont été partiellement contrebalancées par la hausse des charges d'intérêts. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 9.3.2 pour plus d'information.

6. Analyse du bilan, liquidités et sources de financement

6.1 Faits saillants du bilan

6.1.1 Principaux faits saillants du bilan

Certains postes de l'actif et du passif de la Société au 28 mars 2020 et la variation d'un exercice à l'autre par rapport au 30 mars 2019 sont présentés ci-dessous :

Total des variations	▲ 388,1 \$
-----------------------------	-------------------

Actifs	28 mars 2020
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 341,6
Stocks de marchandises	2 475,2
Créances sur prêts	5 431,2

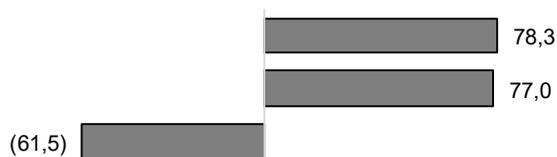
Variation des actifs d'un exercice à l'autre



Total des variations	▼ 62,0 \$
-----------------------------	------------------

Passifs	28 mars 2020
Dette à long terme (tranche courante et à long terme)	4 536,7
Emprunts à court terme	1 154,5
Dépôts et dépôts à long terme	2 487,3

Variation des passifs d'un exercice à l'autre



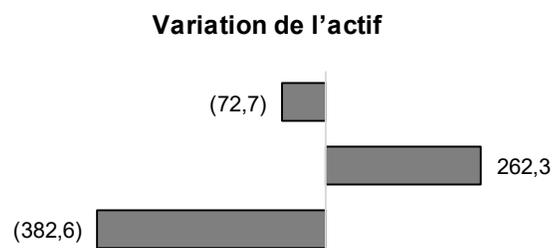
Actifs		
Goodwill et immobilisations incorporelles	▲ 64,0 millions de dollars	Principalement attribuable à l'acquisition de Party City au second semestre de 2019 et aux ajouts de logiciels.
Stocks de marchandises	▲ 121,5 millions de dollars	Hausse principalement attribuable à l'inclusion de Party City et aux niveaux de stocks accrus chez SportChek et chez Helly Hansen pour répondre à la demande anticipée des clients, qui a été touchée par la fermeture temporaire des magasins.
Créances sur prêts	▲ 118,7 millions de dollars	Hausse attribuable à l'augmentation du nombre de comptes actifs et des soldes moyens, partiellement contrebalancée par la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues du secteur Services Financiers.

Passifs		
Dette à long terme (tranche courante et à long terme)	▲ 78,3 millions de dollars	La dette à long terme a augmenté principalement en raison de l'émission de billets de premier rang et subordonnés de Glacier Credit Card Trust (« GCCT ») pour un montant de 560,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, partiellement contrebalancée par un remboursement de 500,0 millions de GCCT au troisième trimestre de 2019.
Emprunts à court terme	▲ 77,0 millions de dollars	Hausse des emprunts à court terme principalement pour se préparer à l'incertitude relative aux répercussions de la pandémie de COVID-19; avant la fin du trimestre, la Société a emprunté sur sa marge bancaire de façon préventive.
Dépôts et dépôts à long terme	▼ 61,5 millions de dollars	Diminution nette des dépôts résultant d'une baisse du volume de comptes d'épargne à intérêt élevé, partiellement compensée par la hausse des dépôts dans des CPG au sein des Services Financiers.

Certains postes de l'actif et du passif de la Société au 28 mars 2020 et la variation par rapport au 28 décembre 2019 sont présentés ci-dessous :

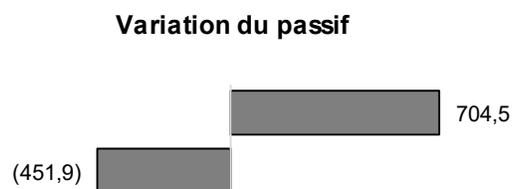
Total des variations	▲ 14,4 \$
-----------------------------	------------------

Actifs	28 mars 2020
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 341,6
Stocks de marchandises	2 475,2
Créances sur prêts	5 431,2



Total des variations	▲ 131,1 \$
-----------------------------	-------------------

Passifs	28 mars 2020
Emprunts à court terme	1 154,5
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 040,5



Actifs		
Goodwill et immobilisations incorporelles	▼ 72,7 millions de dollars	Baisse principalement attribuable au fait que le goodwill d'Helly Hansen est comptabilisé en couronnes norvégiennes et, compte tenu de la dépréciation de la couronne norvégienne au cours du trimestre, l'écart de change du trimestre était considérablement inférieur à celui de la fin de l'exercice.
Stocks de marchandises	▲ 262,3 millions de dollars	Principalement attribuable à la hausse chez SportChek et chez Helly Hansen, habituelle au premier trimestre, visant à assurer des niveaux de stocks adéquats pour répondre à la demande anticipée des clients. Ces hausses ont subi l'incidence de la fermeture temporaire de magasins qui a eu lieu au cours du trimestre.
Créances sur prêts	▼ 382,6 millions de dollars	La diminution est habituelle au premier trimestre compte tenu de la nature saisonnière des activités du secteur Services Financiers. L'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues au cours du trimestre a également contribué à cette diminution.

Passifs		
Emprunts à court terme	▲ 704,5 millions de dollars	La hausse des emprunts à court terme est habituelle au premier trimestre compte tenu de la nature saisonnière des activités du secteur Détail, qui nécessite de la trésorerie pour accroître les stocks en préparation des saisons de ventes accrues. De plus, en vue de se préparer à l'incertitude entourant les répercussions de la pandémie de COVID-19, la Société a emprunté sur sa marge bancaire de façon préventive avant la fin du trimestre.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	▼ 451,9 millions de dollars	La baisse des dettes fournisseurs et autres créditeurs résulte principalement du calendrier des paiements effectués aux fournisseurs au cours du trimestre.

6.2 Sommaire des flux de trésorerie

La position de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, déduction faite de la dette bancaire, s'établissait à 443,4 millions de dollars au 28 mars 2020. Le tableau suivant présente certains postes des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie de la Société pour les trimestres clos le 28 mars 2020 et le 30 mars 2019.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019	Variation
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'exploitation	(147,1) \$	(461,6) \$	314,5 \$
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(99,1)	(167,0)	67,9
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	494,5	449,2	45,3
Flux de trésorerie générés (utilisés) au cours de la période	248,3 \$	(179,4) \$	427,7 \$

T1	
Activités d'exploitation	<p>▼ Variation de 314,5 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> La diminution de la trésorerie affectée aux activités d'exploitation résulte principalement de la baisse de l'impôt payé au cours du trimestre étant donné que le paiement des acomptes provisionnels a été reporté dans le cadre des mesures fiscales d'urgence liées à la COVID-19 du gouvernement fédéral, ainsi que de l'augmentation de la trésorerie provenant des créances sur prêts favorisée par la baisse des dépenses des détenteurs de cartes, compensée par la stabilité des paiements.
Activités d'investissement	<p>▼ Variation de 67,9 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse de la trésorerie affectée aux activités d'investissement est principalement attribuable à la hausse du produit net liée à l'échéance et à la cession de placements à court terme.
Activités de financement	<p>▲ Variation de 45,3 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> La hausse de la trésorerie provenant des activités de financement est principalement attribuable à la baisse des dépenses liées au programme de rachat d'actions de la Société, partiellement contrebalancée par une variation moindre des dépôts au premier trimestre de 2020 par rapport à l'exercice précédent.

6.3 Gestion du capital

Les objectifs en matière de gestion du capital de la Société consistent à assurer le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans opérationnels et stratégiques; le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital; la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.

6.3.1 Contexte réglementaire de la Banque Canadian Tire

La BCT gère son capital conformément aux lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »). Les lignes directrices concernant le capital réglementaire du BSIF sont fondées sur le document du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire Basel III : A Global Regulatory Framework for More Resilient Banks and Banking Systems (« Bâle III »), qui est entré en vigueur au Canada le 1^{er} janvier 2013, et mesurent le capital par rapport au risque de crédit, au risque de marché et aux risques opérationnels. La Banque a mis en œuvre diverses politiques de gestion du capital, ainsi que des procédures et des contrôles concernant le capital, notamment le processus interne d'évaluation de la suffisance du capital, pour atteindre ses objectifs.

Les objectifs de la Banque sont les suivants :

- disposer d'un capital suffisant pour garder la confiance des investisseurs et des déposants;
- posséder une structure du capital appropriée, selon les évaluations effectuées à l'interne, au sens où l'entendent les organismes de réglementation et par rapport aux autres institutions financières.

Aux 31 mars 2020 et 2019, la Banque se conformait à toutes les lignes directrices concernant les fonds propres réglementaires du BSIF ainsi qu'aux cibles établies à l'interne dans le cadre du processus interne d'évaluation de la suffisance du capital et à toutes les clauses restrictives financières de sa convention de crédit bancaire.

6.4 Investissements

6.4.1 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de la Société pour les périodes closes le 28 mars 2020 et le 30 mars 2019 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019
Immobilier	36,5 \$	21,3 \$
Technologies de l'information	21,5	26,4
Autres dépenses d'exploitation	2,6	32,1
Programme d'efficacité opérationnelle	8,5	—
Dépenses d'investissement liées à l'exploitation	69,1	79,8
Acquisitions et aménagements de CT REIT, excluant les ventes internes conclues avec la Société	41,0	27,1
Capacité de distribution	4,2	—
Total des dépenses d'investissement¹	114,3 \$	106,9 \$

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

T1	
Dépenses d'investissement totales	<p>▲ 7,4 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les dépenses d'investissement totales ont augmenté de 7,4 millions de dollars, principalement en raison de la hausse des dépenses liées à l'immobilier résultant surtout de l'acquisition d'un tiers par CT REIT, d'un nombre accru de projets chez SportChek et chez Mark's par rapport à l'exercice précédent et des coûts liés au programme d'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de l'entreprise.

Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.

Engagements en capital

La Société avait des engagements d'environ 202,0 millions de dollars au 28 mars 2020 (2019 – 175,7 millions) liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Dépenses d'investissement liées à l'exploitation

Compte tenu de la grande incertitude quant à la durée et à la gravité de la COVID-19 et de son incidence sur l'économie, sur la demande des consommateurs et sur les activités de la Société, la direction retire ses attentes pour 2020 annoncées précédemment ayant trait à ses dépenses d'investissement. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.

6.5 Liquidités et financement

Puisqu'elle peut accéder à du capital de multiples sources, la Société maintient une solide position de liquidités. Au 28 mars 2020, la Société disposait de liquidités suffisantes pour s'acquitter de ses obligations financières.

Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.

Sources de financement	
Marges de crédit bancaire engagées	<ul style="list-style-type: none"> • Consentie par un consortium de sept institutions financières canadiennes et trois institutions financières étrangères, une marge de crédit bancaire engagée de 1,975 milliard de dollars est mise à la disposition de la Société à des fins générales et viendra à échéance en août 2024. Au 28 mars 2020, la Société avait des emprunts impayés de 710,0 millions de dollars en vertu de sa marge bancaire. • Consentie par un consortium de sept institutions financières canadiennes, une marge de crédit bancaire engagée de 300,0 millions de dollars est mise à la disposition de CT REIT à des fins générales et viendra à échéance en décembre 2024. CT REIT n'avait aucun emprunt impayé en vertu de sa marge bancaire au 28 mars 2020. • La Banque Scotia a consenti à la BCT une facilité de crédit renouvelable engagée non garantie de 250,0 millions de dollars et une facilité d'achat de billets engagée de 2,0 milliards pour l'achat de billets de premier rang et de billets subordonnés émis par GCCT, facilités qui arrivent toutes deux à échéance en octobre 2022. La BCT n'avait aucun emprunt en vertu de ses marges bancaires, et aucun emprunt sur la facilité d'achat de billets au 28 mars 2020. • Helly Hansen avait une facilité de crédit renouvelable engagée garantie de 350,0 millions de couronnes norvégiennes (« NOK ») et une facilité d'affacturage de 350,0 millions NOK (toutes deux équivalant à 46,6 millions de dollars canadiens) qui ont été fournies par une banque norvégienne et qui arrivent à échéance en octobre 2022. Helly Hansen avait des emprunts impayés équivalant à un total de 51,3 millions de dollars canadiens (385,4 millions NOK) en vertu de ses marges de crédit au 28 mars 2020.
Programmes de papier commercial	<ul style="list-style-type: none"> • Au 28 mars 2020, GCCT avait du papier commercial adossé à des actifs en cours pour un montant de 294,9 millions de dollars. • Au 28 mars 2020, la Société avait du papier commercial libellé en dollars américains équivalant à 98,3 millions de dollars canadiens (70,3 millions de dollars américains).
Billets à moyen terme et débentures	<ul style="list-style-type: none"> • Au 28 mars 2020, la Société avait des billets à moyen terme en cours pour un montant en capital total de 1,2 milliard de dollars. • Au 28 mars 2020, CT REIT avait des débentures de premier rang non garanties en cours d'un montant en capital total de 1,075 milliard de dollars. • La section 6.5 du rapport de gestion de 2019 de la Société présente des détails additionnels sur les sources de financement et les notations du crédit de la Société, ainsi qu'une description des conditions du marché du crédit.
Billets de premier rang et subordonnés	<ul style="list-style-type: none"> • Il n'y a eu aucune émission ni aucun remboursement de billets à terme par GCCT au cours du trimestre clos le 28 mars 2020. • La section 6.5 du rapport de gestion de 2019 de la Société présente des détails additionnels sur les sources de financement et les notations du crédit de la Société, ainsi qu'une description des conditions du marché du crédit.
Dépôts de CPG auprès de courtiers	<ul style="list-style-type: none"> • Les fonds continuent d'être facilement accessibles à la BCT par l'entremise des réseaux de courtiers. Au 28 mars 2020, les dépôts de certificats de placement garanti (« CPG ») de la BCT auprès de courtiers s'élevaient à 1 988,6 millions de dollars.
Dépôts de détail	<ul style="list-style-type: none"> • Les dépôts de détail se composent des dépôts dans les comptes d'épargne à intérêt élevé et dans les CPG de détail de la BCT, qui sont offerts dans le cadre des comptes d'épargne libre d'impôt (« CELI ») ou non. Au 28 mars 2020, les dépôts de détail de la BCT s'élevaient à 498,7 millions de dollars.

Notations du crédit

Il n'y a eu aucune modification relativement aux notations du crédit de la Société présentées à la section 6.5 du rapport de gestion de 2019 de la Société, mis à part celles décrites à la section 3 du présent rapport de gestion.

6.5.1 Obligations contractuelles, garanties et engagements

Se reporter à la section 6.5.1 du rapport de gestion de 2019 de la Société pour une description des obligations contractuelles au 28 décembre 2019. Les obligations contractuelles en cours n'ont connu aucun changement important par rapport à celles relevées à la fin de l'exercice, à part celles dont il est question dans le présent document. Au 28 mars 2020, la Société était d'avis qu'elle avait la capacité de s'acquitter de ses obligations contractuelles.

Pour une analyse des garanties et des engagements importants de la Société, se reporter à la note 34 des états financiers consolidés de 2019 de la Société. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux garanties et engagements mentionnés ci-dessus est présentée à la note 5 des états financiers consolidés de 2019 de la Société. Les garanties et engagements n'ont connu aucun changement important par rapport à ceux relevés à la fin de l'exercice, à part ceux dont il est question dans le présent document.

7. Capitaux propres

7.1 Actions en circulation

(en millions de dollars canadiens)	28 mars 2020	30 mars 2019	28 décembre 2019
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (30 mars 2019 – 3 423 366; 28 décembre 2019 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
57 383 758 actions de catégorie A sans droit de vote (30 mars 2019 – 58 352 090; 28 décembre 2019 – 58 096 958)	586,7	584,2	587,8
	586,9 \$	584,4 \$	588,0 \$

Chaque année, la Société effectue une offre publique de rachat dans le cours normal des activités à la Bourse de Toronto (la « TSX ») qui lui permet de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote sur le marché libre.

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

Le 7 novembre 2019, la Société a annoncé son intention de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote pour un montant additionnel de 350 millions de dollars en plus du nombre d'actions requis à des fins d'antidilution, d'ici la fin de l'exercice 2020 (l'« intention de rachat d'actions de 2020 »). Le 14 février 2020, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société en vue d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour racheter un nombre maximal de 5,5 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote entre le 2 mars 2020 et le 1^{er} mars 2021. Les rachats sont effectués au moyen de transactions sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX ou de systèmes de négociation parallèles canadiens, s'ils sont admissibles, au cours du marché des actions de catégorie A sans droit de vote au moment du rachat ou de toute autre façon permise en vertu des règles de la TSX et des lois en valeurs mobilières applicables. Les actions de catégorie A sans droit de vote rachetées par la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités retrouveront le statut d'actions autorisées et non émises. Les détenteurs de titres peuvent obtenir un exemplaire de l'avis sans frais en communiquant avec le secrétaire général de la Société.

Comme il est expliqué à la section 3 du présent rapport de gestion, les rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote aux termes de l'intention de rachat d'actions de 2020 ont été interrompus après le 13 mars 2020.

Le tableau suivant résume les rachats effectués par la Société relativement à l'intention de rachat d'actions de 2020.

(en millions de dollars canadiens)

Intention de rachat d'actions annoncée le 7 novembre 2019	350,0 \$
Actions rachetées en 2019 en vertu de l'annonce du 7 novembre 2019	11,4
Actions rachetées en 2020 en vertu de l'annonce du 7 novembre 2019	96,4
Total d'actions rachetées en vertu de l'annonce du 7 novembre 2019	107,8 \$

7.2 Dividendes

La Société a eu un historique constant en matière d'augmentation de ses dividendes annuels et son ratio de distribution cible est d'environ 30 à 40 pour cent du bénéfice normalisé de l'exercice précédent, après avoir tenu compte de la situation de trésorerie et des besoins futurs en liquidités, des conditions des marchés boursiers et des occasions d'investissement à la fin de la période.

La Société a déclaré des dividendes payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires au taux de 1,1375 par action, payables le 1^{er} septembre 2020 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 juillet 2020. Le dividende est considéré comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt.

7.3 Contrats dérivés sur actions

La Société conclut des contrats dérivés sur actions pour compenser partiellement son exposition aux fluctuations des charges liées aux options sur actions et aux régimes d'octroi d'unités d'actions au rendement et d'unités d'actions différées. La Société utilise actuellement des contrats à livrer sur actions à taux variable.

Au cours du trimestre, les contrats livrés sur actions qui couvraient 350 000 options sur actions et unités d'actions au rendement ont été réglés et ont donné lieu à un paiement en trésorerie aux contreparties d'environ 14,9 millions de dollars. Durant le trimestre, la Société a également conclu des contrats à livrer sur 705 000 actions à taux variable à un prix d'achat moyen pondéré de 88,73 \$ afin de compenser son exposition aux options sur actions et aux unités d'actions au rendement.

8. Questions fiscales

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement à l'état des vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées dans la section 8 du rapport de gestion de 2019 de la Société.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif diffèrait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues. Pour une description des éventualités en matière fiscale de la Société, se reporter à la note 16 des états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour le premier trimestre de 2020.

Pour le trimestre, l'impôt sur le résultat représentait une économie de 9,3 millions de dollars, comparativement à une charge de 26,0 millions à l'exercice précédent. L'économie d'impôt est principalement attribuable à la baisse du bénéfice, aux ajustements favorables apportés aux estimations fiscales, à la hausse de l'économie liée aux options sur actions non imposable attribuable aux fluctuations du cours des actions résultant des perturbations dans les marchés en raison de la COVID-19 et à la participation ne donnant pas le contrôle liée à CT REIT au cours de la période. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.

Compte tenu de la grande incertitude quant à la durée et à la gravité de la COVID-19 et de son incidence sur l'économie, sur la demande des consommateurs et sur les activités de la Société, la direction retire ses attentes pour 2020 annoncées précédemment ayant trait à son taux d'imposition effectif annuel. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.

9. Méthodes et estimations comptables et mesures non conformes aux PCGR

9.1 Estimations comptables critiques

La Société estime certains des montants reflétés dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés en se servant de modèles financiers détaillés qui sont fondés sur des résultats antérieurs, des tendances actuelles et d'autres hypothèses qui sont censées être raisonnables. La direction est d'avis que les estimations et les méthodes comptables présentées en détail aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés de 2019 de la Société n'exigent pas que la direction formule des hypothèses sur des questions comportant un degré élevé d'incertitude. Par conséquent, aucune de ces estimations n'est considérée comme une « estimation comptable critique » telle qu'elle est définie dans l'annexe 51-102A1, Rapport de gestion, publiée par les Autorités canadiennes en matière de valeurs mobilières, à l'exception de la correction de valeur pour perte de valeur des créances du secteur Services Financiers.

La note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés pourrait être importante de l'avis de la Société, y compris la portée des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les jugements et les estimations.

9.2 Changements de méthodes comptables

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Réforme des taux d'intérêt de référence : modifications à IFRS 9, à IAS 39 et à IFRS 7

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Société a adopté la *Réforme des taux d'intérêt de référence : modifications à IFRS 9, à IAS 39 et à IFRS 7*, qui a été publiée en septembre 2019. Les modifications prévoient un allègement pendant la période d'incertitude découlant du retrait graduel des taux d'intérêt de référence (notamment les taux interbancaires offerts [« TIO »]).

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt relatif aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de titres d'emprunt et de dépôts. La Société conclut également des instruments financiers dérivés de type swaptions qui procurent l'option de conclure un swap de taux d'intérêt dans le cadre de la stratégie de la Société visant à gérer son exposition au risque de taux d'intérêt quant aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de titres d'emprunt et de dépôts. Lorsque la comptabilité de couverture peut s'appliquer, la Société comptabilise ces dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie.

Les relations de couverture de la Société sont fortement exposées au Canadian Dollar Offered Rate (« CDOR »). Dans le cadre de la réforme des TIO, le taux CDOR pourrait être abandonné, faire l'objet de changements de méthodologie ou devenir indisponible. La Banque du Canada a constitué le groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (« TARCOR ») pour définir et s'attacher à élaborer un nouveau taux de référence sans risque pour les opérations en dollars canadiens. Le taux des opérations de pension à un jour (« CORRA ») a été recommandé comme solution de rechange au taux CDOR. Déjà disponible dans le marché, le taux CORRA est en cours d'amélioration et de réforme par son administrateur, la Banque du Canada. Compte tenu de ces changements, il existe de l'incertitude quant au calendrier et aux méthodes de transition des instruments financiers touchés par ceux-ci, ainsi que pour déterminer si les relations de couverture couvrant la variabilité des flux de trésorerie résultant de changements aux TIO continuent de répondre aux critères d'applicabilité de la comptabilité de couverture. Ces modifications adoptées visent notamment les exigences relatives à la comptabilisation de couverture, en permettant à la Société de présumer que le taux d'intérêt de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie couverts et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture ne serait pas modifié à la suite de la réforme des TIO, autorisant ainsi le maintien de la comptabilité de couverture.

La direction surveille de près les relations de couverture concernées par les changements possibles au taux CDOR et son remplacement potentiel par un nouveau taux de référence sans risque pour les opérations en dollars canadiens. Si les taux sans risque nouveaux ou révisés diffèrent des taux de référence antérieurs, des stratégies de couvertures nouvelles ou révisées pourraient être nécessaires pour mieux harmoniser les dérivés désignés comme instruments de couverture et les éléments couverts. Toutefois, étant donné l'incertitude des marchés, l'évaluation de l'incidence sur les stratégies de couverture de la Société et ses plans d'atténuation ne fait que commencer.

L'application obligatoire des modifications cesse au moment où l'incertitude au sujet de l'échéance ou du montant des flux de trésorerie découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence ne subsiste plus ou lorsqu'il est mis fin à la relation de couverture, selon la première occurrence.

Les méthodes comptables décrites à la note 3 des états financiers consolidés de 2019 de la Société continuent de s'appliquer pour les éléments de comptabilité de couverture qui ne sont pas visés par les modifications et pour les couvertures qui ne sont pas directement concernées par la réforme des TIO.

L'International Accounting Standards Board (« IASB ») travaille maintenant à la phase 2 des modifications à IFRS 9 dans le cadre de la réforme des TIO, qui devrait entre autres être axée sur la comptabilisation des modifications aux contrats à la suite de la réforme des TIO ainsi que sur les modifications à la documentation de la comptabilité de couverture pour tenir compte de la réforme des TIO. La Société continue de suivre l'état du projet de réforme des TIO de l'IASB, et elle évaluera l'incidence de celle-ci sur la Société à mesure que de nouvelles informations sont connues.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice clos le 2 janvier 2021 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En mars 2020, l'IASB a publié une modification à IFRS 17 permettant le report de deux ans de la date d'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

Classement des passifs en tant que passifs courants ou passifs non courants (modifications à IAS 1)

En janvier 2020, l'IASB a publié *Classement des passifs en tant que passifs courants ou passifs non courants*, qui modifie IAS 1, *Présentation des états financiers*. Les modifications de portée restreinte touchent uniquement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non les montants ou le moment de leur comptabilisation. Ces modifications clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants est fondé sur les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière et que le classement n'est pas touché par les attentes quant à l'exercice du droit de l'entité de différer le règlement d'un passif. Elles établissent également la définition de règlement pour préciser que, par règlement, on entend le transfert à l'autre partie d'éléments de trésorerie, d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs ou de services. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications.

9.3 Mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR

La Société utilise certaines mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR et elle estime que celles-ci fournissent des renseignements utiles à la direction et aux investisseurs pour évaluer la performance financière et la situation financière de la Société, pour les raisons suivantes.

9.3.1 Mesures clés de performance opérationnelle

Ventes au détail

Les ventes au détail font référence à la valeur au point de vente de tous les biens et services vendus aux clients de détail dans les magasins exploités par des marchands, les franchisés Mark's et SportChek, les détaillants de la Division pétrolière et dans les succursales de toutes les enseignes, et des services fournis dans le cadre de l'offre des Services résidentiels ainsi que des biens vendus par l'entremise des réseaux de vente en ligne de la Société. Le total de ces ventes au détail ne fait pas partie des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société. Les ventes des enseignes du secteur Détail sont décrites dans les notes de bas de page du tableau figurant à la section 5.2.2 du présent rapport de gestion. Les ventes au détail excluent les ventes au détail d'Helly Hansen dans ses magasins de détail.

La direction est d'avis que les ventes au détail et les données de comparaison d'un exercice à l'autre fournissent des informations utiles aux investisseurs, qui s'attendent à obtenir ces informations et s'y réfèrent en vue d'évaluer la taille et la vitalité financière du réseau de magasins de détail de la Société. Ces mesures servent également d'indication de la solidité de la marque de la Société, ce qui a finalement une incidence sur sa performance financière consolidée.

Ventes comparables

Les ventes comparables sont une mesure utilisée par la direction et qui est également communément utilisée dans le secteur du commerce de détail pour déterminer la croissance des ventes générées par le réseau de magasins existants et éliminer l'incidence de l'ouverture et de la fermeture de magasins au cours de la période. Le calcul comprend les ventes dans tous les magasins ouverts depuis au moins un an et une semaine et les ventes de cybercommerce. La Société examine également les ventes comparables consolidées, qui comprennent les ventes comparables de Canadian Tire (incluant PartSource et PHL), de SportChek et de Mark's, mais excluent les ventes comparables de la Division pétrolière et d'Helly Hansen. Les ventes comparables et la croissance des ventes au détail de Canadian Tire, de Mark's et de SportChek sont décrites plus en détail à la section 5.2.2 du présent rapport de gestion.

Ventes par pied carré

La direction et les investisseurs ont recours à la comparaison des ventes par pied carré sur plusieurs périodes afin de déterminer si le lancement de nouveaux aménagements de magasins et de stratégies de commercialisation de la Société rend plus productive l'utilisation des actifs existants. Les ventes par pied carré de Canadian Tire, de Mark's et de SportChek sont décrites à la section 5.2.2 du présent rapport de gestion.

Rendement du capital investi dans les activités de détail

La Société estime que le rendement du capital investi dans les activités de détail est utile pour évaluer le rendement du capital investi dans ses actifs de détail. Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé en divisant le bénéfice tiré des activités de détail sur 12 mois par le capital moyen investi. Le bénéfice tiré des activités de détail est défini comme étant le bénéfice après impôt du secteur Détail, excluant les charges d'intérêts, la dotation à l'amortissement liée aux contrats de location, le bénéfice intersectoriel, les participations ne donnant pas le contrôle et tout élément de normalisation. Le capital investi moyen est défini comme étant le total des actifs du secteur Détail (excluant les actifs au titre de droits d'utilisation liés à IFRS 16), incluant les contrats de location simple inscrits à l'actif en fonction d'un facteur de huit, moins les passifs courants (excluant les obligations locatives aux termes d'IFRS 16) et les soldes intersectoriels du secteur Détail pour l'exercice en cours et l'exercice précédent.

Rendement des créances

Le rendement des créances est utilisé par la direction pour évaluer la rentabilité de l'ensemble du portefeuille de créances des Services Financiers. Le rendement des créances est calculé au moyen de la division du bénéfice avant impôt et des profits/pertes à la cession d'immobilisations corporelles par le total du portefeuille géré moyen sur 12 mois.

9.3.2 Mesures financières non conformes aux PCGR

BAIIA normalisé consolidé ajusté pour tenir compte des charges locatives, BAIIA normalisé et BAIIA

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice consolidé avant impôt, charges financières nettes, amortissements et certains éléments de normalisation non récurrents normalisés, soit le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, respectivement, avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire, qui est une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 mars 2020 et le 30 mars 2019. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté le BAIIA pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, qui comprennent la marge brute normalisée et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés et des ajustements pour tenir compte d'une estimation des charges locatives, servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société et sa capacité de générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris ses dépenses d'investissement.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019
BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives	156,4 \$	263,1 \$
Ajouter :		
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	69,7	63,2
Charges financières nettes liées aux contrats de location	24,1	25,5
BAIIA normalisé	250,2 \$	351,8 \$
Moins les éléments de normalisation :		
Programme d'efficacité opérationnelle	7,5	—
BAIIA	242,7 \$	351,8 \$
Moins :		
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation ¹	101,9	98,2
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	69,7	63,2
Charges financières nettes, autres que celles liées aux contrats de location	44,1	41,5
Charges financières nettes liées aux contrats de location	24,1	25,5
Bénéfice avant impôt	2,9 \$	123,4 \$
(Économie) charge d'impôt	(9,3)	26,0
Bénéfice net	12,2 \$	97,4 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	25,5	27,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire	(13,3) \$	69,7 \$

1. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour la période de 13 semaines close le 28 mars 2020 se sont chiffrés à 3,1 millions de dollars (2019 – 2,0 millions).

BAIIA normalisé consolidé ajusté pour tenir compte des charges locatives, BAIIA normalisé et BAIIA du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, charges financières nettes, amortissements et certains éléments de normalisation non récurrents normalisés du secteur Détail, soit le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, respectivement, avec le bénéfice avant impôt, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 mars 2020 et le 30 mars 2019. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté le BAIIA pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, qui comprennent la marge brute normalisée et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés et des ajustements pour tenir compte d'une estimation des charges locatives, servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société et sa capacité de générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris ses dépenses d'investissement.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019
BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives	(5,2) \$	70,2 \$
Ajouter :		
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	129,0	120,5
Charges financières nettes liées aux contrats de location	57,0	59,5
BAIIA normalisé	180,8 \$	250,2 \$
Moins les éléments de normalisation :		
Programme d'efficacité opérationnelle	7,5	—
BAIIA	173,3 \$	250,2 \$
Moins :		
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation ¹	84,1	81,2
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	129,0	120,5
Charges financières nettes, autres que celles liées aux contrats de location	2,8	2,5
Charges financières nettes liées aux contrats de location	57,0	59,5
Bénéfice avant impôt	(99,6) \$	(13,5) \$

1. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour la période de 13 semaines close le 28 mars 2020 se sont chiffrés à 3,1 millions de dollars (2019 – 2,0 millions).

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives

Le tableau suivant présente un rapprochement des frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives, et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés, avec les frais de vente, généraux et administratifs, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 mars 2020 et le 30 mars 2019. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté les frais de vente, généraux et administratifs pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives	794,5 \$	742,2 \$
Ajouter :		
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation	98,8	96,2
Moins :		
Charges financières nettes liées aux contrats de location	24,1	25,5
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	869,2 \$	812,9 \$
Plus les éléments de normalisation :		
Programme d'efficacité opérationnelle	7,5	—
Frais de vente, généraux et administratifs	876,7 \$	812,9 \$

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail ajustés pour tenir compte des charges locatives

Le tableau suivant présente un rapprochement des frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail ajustés pour tenir compte des charges locatives, et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail, avec les frais de vente, généraux et administratifs du secteur Détail, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 mars 2020 et le 30 mars 2019. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté les frais de vente, généraux et administratifs pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives	817,2 \$	762,0 \$
Ajouter :		
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation	81,0	79,2
Moins :		
Charges financières nettes liées aux contrats de location	57,0	59,5
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	841,2 \$	781,7 \$
Plus les éléments de normalisation :		
Programme d'efficacité opérationnelle	7,5	—
Frais de vente, généraux et administratifs	848,7 \$	781,7 \$

Bénéfice net normalisé

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net normalisé et du bénéfice net, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 mars 2020 et le 30 mars 2019. La direction est d'avis que le fait de normaliser le bénéfice net, une mesure conforme aux PCGR, est une méthode utile permettant d'évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aidant celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019
Bénéfice net normalisé	17,7 \$	97,4 \$
Moins les éléments de normalisation :		
Programme d'efficacité opérationnelle	5,5	—
Bénéfice net	12,2 \$	97,4 \$

Bénéfice net attribuable aux actionnaires normalisé et bénéfice par action normalisé

La direction est d'avis que le fait de normaliser le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société et le BPA de base, qui sont des mesures conformes aux PCGR, pour ces éléments non liés à l'exploitation est une méthode utile permettant d'évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aidant celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société normalisé et du BPA de base et dilué normalisé avec les mesures conformes aux PCGR correspondantes.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T1 2020	BPA	T1 2019	BPA
Bénéfice net/BPA de base	(13,3) \$	(0,22) \$	97,4 \$	1,12 \$
Ajout de l'incidence après impôt de l'élément suivant, attribuable aux actionnaires de la Société :				
Programme d'efficacité opérationnelle	5,5	0,09	—	—
Bénéfice net normalisé/BPA de base normalisé	(7,8) \$	(0,13) \$	97,4 \$	1,12 \$
Bénéfice net normalisé/BPA dilué normalisé	(7,8) \$	(0,13) \$	97,4 \$	1,12 \$

Dettes nettes ajustées

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de la dette nette ajustée avec les mesures conformes aux PCGR. La Société est d'avis que la dette nette ajustée est pertinente pour évaluer le montant du levier financier utilisé.

Au 28 mars 2020

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	CT REIT	Services Financiers
Dettes nettes consolidées				
Dettes bancaires	— \$	— \$	— \$	— \$
Dépôts à court terme	770,9	—	—	770,9
Dépôts à long terme	1 716,4	—	—	1 716,4
Emprunts à court terme	1 154,0	859,1	—	294,9
Tranche courante de la dette à long terme	751,0	250,4	0,6	500,0
Dette à long terme	3 786,0	950,7	1 136,8	1 698,5
Dettes	8 178,3	2 060,2	1 137,4	4 980,7
Actifs liquides ¹	(764,6)	(285,6)	(20,2)	(458,8)
Dettes (trésorerie) nettes	7 413,7	1 774,6	1 117,2	4 521,9
Dettes intersociétés	—	(1 516,7)	1 451,6	65,1
Dettes (trésorerie) nettes ajustées	7 413,7 \$	257,9 \$	2 568,8 \$	4 587,0 \$

1. Les actifs liquides comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les placements à long terme.

Au 30 mars 2019

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	CT REIT	Services Financiers
Dette nette consolidée				
Dette bancaire	8,1 \$	8,1 \$	— \$	— \$
Dépôts à court terme	964,3	—	—	964,3
Dépôts à long terme	1 584,5	—	—	1 584,5
Emprunts à court terme	1 077,5	771,5	10,0	296,0
Tranche courante de la dette à long terme	538,6	1,0	37,6	500,0
Dette à long terme	3 919,8	1 199,6	1 081,3	1 638,9
Dette	8 092,8	1 980,2	1 128,9	4 983,7
Actifs liquides ¹	(671,8)	(64,6)	(8,1)	(599,1)
Dette (trésorerie) nette	7 421,0	1 915,6	1 120,8	4 384,6
Dette intersociétés	—	(1 521,8)	1 451,6	70,2
Dette (trésorerie) nette ajustée	7 421,0 \$	393,8 \$	2 572,4 \$	4 454,8 \$

1. Les actifs liquides comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les placements à long terme.

Mesures financières de CT REIT non conformes aux PCGR

Bénéfice d'exploitation net

Le bénéfice d'exploitation net s'entend des produits locatifs ayant un effet de trésorerie tirés des immeubles de placement moins les charges d'exploitation liées aux immeubles. Le bénéfice d'exploitation net est utilisé comme un indicateur clé de la performance, puisqu'il s'agit d'une mesure des activités d'exploitation des biens immobiliers sur laquelle la direction exerce un contrôle.

CT REIT évalue sa performance en comparant le rendement du portefeuille, ajusté pour tenir compte de l'incidence des éléments non liés à l'exploitation et des acquisitions au cours de l'exercice en cours.

Le tableau suivant présente le lien entre le bénéfice d'exploitation net et les produits tirés des immeubles ainsi que les charges liées aux immeubles, calculés conformément aux PCGR, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat et du résultat global de CT REIT.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019
Produits tirés des immeubles	126,8 \$	121,6 \$
Moins :		
Charges liées aux immeubles	28,9	28,0
Produits locatifs comptabilisés de manière linéaire	2,6	3,7
Bénéfice d'exploitation net	95,3 \$	89,9 \$

Flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

CT REIT calcule ses flux de trésorerie liés aux opérations et ses flux de trésorerie liés aux opérations ajustés conformément au livre blanc de l'Association des biens immobiliers du Canada sur les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés pour les normes IFRS, qui a été publié en février 2019. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ne devraient pas être considérés comme des mesures de substitution au bénéfice net ou aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation calculés conformément aux normes IFRS.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations fournissent une mesure de la performance opérationnelle qui, dans le cadre d'une comparaison d'une période à l'autre, illustre l'incidence sur l'exploitation des tendances en matière de taux d'occupation, de taux de location, de charges d'exploitation et d'impôts fonciers, des activités d'acquisition et des charges d'intérêts, et offrent une perspective à l'égard de la performance financière que ne révèle pas nécessairement le bénéfice net établi conformément aux normes IFRS. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajoutent des éléments au bénéfice net qui ne découlent pas des activités d'exploitation, comme les ajustements à la juste valeur. Cependant, les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent les produits sans effet sur la trésorerie relatifs à la comptabilisation des produits locatifs calculés de manière linéaire et ne présentent aucune déduction au titre des dépenses d'investissement récurrentes nécessaires au maintien des flux de rentrées existants.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure supplémentaire du bénéfice économique récurrent utilisée dans le secteur immobilier pour évaluer la capacité de distribution d'une entité. CT REIT calcule les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés en ajustant le bénéfice net en fonction de tous les ajustements utilisés pour calculer les flux de trésorerie liés aux opérations, ainsi que des ajustements pour tenir compte d'éléments des produits et des charges sans effet sur la trésorerie comme l'amortissement des produits locatifs comptabilisés de manière linéaire. Le bénéfice net est également ajusté au moyen d'une réserve servant à préserver la capacité de production nécessaire au maintien de l'infrastructure des immeubles et des produits tirés des immeubles, de même que des coûts de location directs. Les dépenses d'investissement liées aux immeubles ne sont pas engagées uniformément au cours de l'exercice ni d'un exercice à l'autre. Les réserves au titre des dépenses d'investissement dont on tient compte dans le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés visent à refléter un niveau de dépenses annuelles moyen.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, tel qu'il est présenté dans les états consolidés du résultat et du résultat global de CT REIT, et des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2020	T1 2019
Bénéfice avant impôt	43,2 \$	71,4 \$
Perte (profit) à la juste valeur	24,2	(9,6)
Impôt différé	1,0	0,6
Paiements sur le capital des contrats de location liés aux actifs au titre de droits d'utilisation	(0,1)	(0,1)
Juste valeur des attributions de titres de capitaux propres	(1,6)	1,1
Charges liées à la location interne	0,2	—
Flux de trésorerie liés aux opérations	66,9	63,4
Ajustement des produits locatifs tirés des immeubles comptabilisés de manière linéaire	(2,6)	(3,7)
Réserve au titre des dépenses d'investissement	(6,1)	(5,7)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	58,2 \$	54,0 \$

10. Principaux risques et gestion des risques

La Société est exposée à un certain nombre d'occasions et de risques dans le cours normal de ses activités. La gestion efficace des risques est une priorité clé pour la Société afin de soutenir la réalisation de ses stratégies et de ses objectifs d'affaires. La Société a par conséquent adopté un cadre de gestion des risques d'entreprise (le « cadre de GRE ») conçu afin de :

- protéger la Société et sa réputation;
- soutenir la réalisation des objectifs stratégiques de la Société;
- soutenir la planification et l'exploitation des activités en offrant un point de vue interfonctionnel de la gestion des risques, intégré dans les processus de planification stratégique et de présentation de l'information de toutes les sphères d'activités.

Se reporter à la section 10 du rapport de gestion de 2019 de la Société pour une description complète du cadre de GRE de la Société.

La Société œuvre en faveur d'une culture de gestion des risques solide en favorisant un ensemble commun de valeurs, de croyances, de connaissances et de compréhension des risques. Cette culture est essentielle au soutien du cadre de GRE dans l'ensemble de la Société.

Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre.

11. Contrôles et procédures

Les renseignements détaillés sur les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière sont présentés à la section 11 du rapport de gestion de 2019 de la Société.

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 28 mars 2020, il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

12. Responsabilité environnementale et sociale

12.1 Aperçu

La Société est fière d'être une marque canadienne de confiance et de faire partie intégrante des communautés canadiennes, s'engageant fermement à améliorer le contexte environnemental et social pour les Canadiens, nos communautés et notre planète. Notre stratégie en matière de responsabilité environnementale et sociale s'aligne sur les objectifs de développement durable des Nations unies et y contribue. Nos initiatives visent à produire des résultats améliorés dans les domaines de l'atténuation des risques liés au climat, des produits et des emballages, de l'approvisionnement et de l'inclusion. Nous identifions, évaluons et présentons les avantages environnementaux et sociaux résultant de ces initiatives.

Le rapport de la Société sur les avantages tirés des initiatives de développement durable et sur son empreinte environnementale annuelle est présenté à la section 12 du rapport de gestion de 2019 de la Société. Pour obtenir plus de renseignements, se reporter au site de la Société sur le développement durable de l'entreprise à l'adresse suivante : <https://corp.canadiantire.ca/French/durabilite/default.aspx>.

12.2 Responsabilité sociale : philanthropie d'entreprise

La Société soutient diverses causes sociales, mais la principale bénéficiaire est la Fondation Bon départ de Canadian Tire. Cette organisation caritative indépendante se consacre à aider financièrement les familles en difficulté financière dans les communautés du Canada par le financement des coûts associés à la participation des enfants à des sports organisés et à des activités physiques. Veuillez consulter le site de Bon départ pour plus d'information : <http://bondepart.canadiantire.ca/>.

12.3 Responsabilité sociale : soutien à la communauté

La Société a toujours eu à cœur d'aider les Canadiens à profiter de la vie au Canada. Les entreprises de la famille Canadian Tire sont fières de soutenir des initiatives locales au moyen d'un soutien communautaire et organisationnel, comme le sport amateur, les programmes de prévention des blessures et le secours en cas de catastrophe.

12.4 Responsabilité sociale : pratiques responsables en matière d'approvisionnement

La Société Canadian Tire est l'une des sociétés les plus dignes de confiance au Canada, et afin de maintenir et de renforcer cette confiance, nous exploitons des programmes d'approvisionnement responsable en vertu desquels nos employés, nos fournisseurs et les autres participants de notre chaîne d'approvisionnement doivent agir conformément à nos codes de conduite. Pour plus d'information sur les politiques et les activités de la Société en matière d'approvisionnement responsable, veuillez consulter le site de la Société à l'adresse suivante : <https://corp.canadiantire.ca/French/durabilite/responsabilite-sociale/default.aspx>.

13. Déclarations prospectives et autres communications aux investisseurs

Mise en garde relative aux déclarations prospectives

Le présent document contient des déclarations de nature prospective qui sont fondées sur les attentes actuelles de la direction quant à diverses questions, comme la performance financière et les résultats d'exploitation futurs de la Société. Les déclarations prospectives décrites ou intégrées par renvoi dans le présent document comprennent, sans s'y limiter, les affirmations concernant les éléments suivants :

- les répercussions de la COVID-19, y compris les déclarations de la Société concernant les activités des magasins, la fermeture de magasins et les comportements d'achat des consommateurs, à la section 3;
- le programme d'efficacité opérationnelle de la Société, y compris l'objectif en matière d'économies annualisées, à la section 3;
- l'intention de la Société quant au rachat de ses actions sans droit de vote de catégorie A, à la section 7.1.

Les déclarations prospectives fournissent de l'information sur les attentes et les projets actuels de la direction et de permettre aux investisseurs et aux autres lecteurs de mieux comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et le contexte opérationnel anticipés de la Société. Les lecteurs sont prévenus que ces renseignements pourraient ne pas convenir à d'autres fins.

Certaines déclarations ne portant pas sur des faits historiques qui figurent dans le présent document, y compris, mais sans s'y limiter, les déclarations ayant trait aux attentes actuelles de la direction en ce qui concerne les résultats et les perspectives futurs possibles ou hypothétiques, les objectifs et priorités stratégiques de la Société, ses actions et leurs résultats, de même que les perspectives économiques et commerciales pour la Société, peuvent constituer des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives sont souvent, mais pas toujours, signalées par des mots tels que « pouvoir », « supposer », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « planifier », « perspective », « prévision », « anticiper », « aspirer », « prévoir », « continuer », « en cours » ou la forme négative de ces mots ou par des variantes similaires. Les déclarations prospectives reposent sur des hypothèses posées, des analyses ou des estimations faites et des avis et des opinions donnés par la direction à la lumière de son expérience et selon sa perception des tendances, de la situation actuelle et des faits futurs prévus ainsi que d'autres facteurs qu'elle estime appropriés et raisonnables à la date à laquelle ces déclarations sont faites.

Par leur nature, les déclarations prospectives obligent la direction à poser des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes intrinsèques, ce qui pourrait faire en sorte que les hypothèses, les analyses, les estimations, les avis et les opinions de la Société soient incorrects et que les attentes et les plans de la Société ne se réalisent pas. Les hypothèses importantes et les avis de la direction, qui pourraient s'avérer inexacts, comprennent, sans s'y limiter, l'ampleur, la durée et l'incidence de la COVID-19, y compris les mesures adoptées par les autorités gouvernementales ou publiques en réaction à la pandémie, l'efficacité de certaines mesures de performance, les conditions actuelles et futures en matière de concurrence et la position de la Société dans le contexte concurrentiel, les capacités fondamentales de la Société et les attentes quant à la capacité de la Société à disposer de liquidités suffisantes pour répondre à ses obligations contractuelles. Les attentes de la direction quant au programme d'efficacité opérationnelle sont fondées sur certaines hypothèses liées aux économies de coût et aux gains d'efficacité opérationnelle anticipés. Bien que la Société estime que l'information prospective présentée dans ce document repose sur des renseignements, des hypothèses et des avis qui sont actuels, raisonnables et complets, une telle information est nécessairement assujettie à un certain nombre de facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes et des plans de la direction qui y sont exprimés. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société et dont elle peut difficilement prédire les répercussions, comprennent : a) le risque de crédit, le risque de marché, le risque de change, les risques opérationnels, le risque de liquidité et le risque de financement, y compris les changements de la conjoncture et les variations des taux d'intérêt et des taux d'imposition; b) la capacité de la Société à attirer et à conserver des employés pour toutes ses entreprises, des marchands, des détaillants de la Division pétrolière de Canadian Tire, ainsi que des franchisés Mark's et SportChek de grande qualité, ainsi que les ententes financières de la Société avec eux; c) la croissance de certaines activités et de certains secteurs du marché et la volonté des clients d'effectuer leurs achats dans les magasins de la Société ou de se procurer des articles de ses marques grand public et ses produits et services financiers; d) les marges et les ventes de la Société et celles de ses concurrents; e) les préférences et les attentes changeantes des consommateurs envers le cybercommerce, la vente au détail en ligne et l'arrivée de nouvelles technologies; f) les effets possibles sur nos activités de conflits internationaux, des

contextes politiques et d'autres faits nouveaux, notamment les changements concernant ou touchant les questions économiques et commerciales, ainsi que l'écllosion de contagions ou de pandémies; g) les risques et les incertitudes liés à la gestion de l'information, aux technologies, aux cybermenaces, à la gestion et à l'aménagement de biens, aux risques liés à l'environnement, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, à la sécurité des produits, aux modifications de nature législative et réglementaire, à la concurrence, à la saisonnalité, aux conditions météorologiques, aux changements climatiques, aux prix des marchandises et à l'interruption des activités, aux relations de la Société avec les fournisseurs, les fabricants, les partenaires et les autres tiers et au changement des prises de position faisant autorité en comptabilité actuelles, le risque d'atteinte à la réputation des marques dont la Société fait la promotion et le coût de l'expansion du réseau de magasins et des conversions; h) la structure du capital, la stratégie de financement, le programme de contrôle des coûts et le cours des actions de la Société; i) la capacité de la Société à obtenir toutes les approbations réglementaires requises; j) la capacité de la Société à conclure toute acquisition proposée; et k) la capacité de la Société à réaliser les avantages et les synergies attendus de ses acquisitions. En ce qui concerne les déclarations à l'égard du programme d'efficacité opérationnelle de la Société, ces facteurs comprennent aussi : a) la possibilité que la Société ne réalise pas les économies annualisées ciblées; b) la possibilité que le programme entraîne des répercussions inattendues sur la performance globale; c) la possibilité que les coûts non récurrents et les dépenses d'investissement liés au programme soient plus importants que prévu; et d) la possibilité que la Société ne réalise pas la récupération attendue dans le délai anticipé pour les indemnités de départ, les coûts liés à la fermeture de magasins et les autres charges connexes enregistrés. Les risques additionnels et les incertitudes liés à la COVID-19 sont analysés à la section 3, Événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre, du présent rapport de gestion. La direction signale que la liste de facteurs et d'hypothèses qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Société. Les investisseurs et les autres lecteurs sont priés de tenir compte des risques, des incertitudes, des facteurs et des hypothèses susmentionnés au moment d'évaluer les déclarations prospectives et sont prévenus de ne pas se fier indûment à celles-ci.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement des attentes actuelles, se reporter à la section 10, Risques importants et gestion des risques, ainsi qu'à toutes ses sous-sections, du présent rapport de gestion. Se reporter également à la section 2.8, Facteurs de risque, de la notice annuelle de 2019 de la Société, ainsi qu'aux autres documents publics déposés par la Société, disponibles en ligne sur le site de SEDAR (« Système électronique de données, d'analyse et de recherche »), à l'adresse www.sedar.com, et à l'adresse <https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>.

L'information prospective présentée dans ce document reflète certains facteurs et hypothèses à la date des présentes. Elle ne tient pas compte de l'incidence des transactions, des éléments non récurrents, ni des autres éléments inhabituels annoncés ou survenus après la date de présentation de ces déclarations sur les activités de la Société. La Société ne s'engage pas à mettre à jour quelque énoncé prospectif que ce soit, verbal ou écrit, qu'elle peut formuler à l'occasion ou qui peut être fait en son nom, pour tenir compte de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour un autre motif, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport de gestion ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie de ce rapport de gestion et n'est pas intégrée par renvoi dans le présent rapport de gestion. Les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information, et à aucune autre fin.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

Engagement en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs

La Société s'efforce de respecter des normes élevées en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs, et ses méthodes de publication de l'information financière ont été reconnues comme exemplaires. Reflet de l'engagement de la Société à fournir une information intégrale et transparente, la section Investisseurs du site Web de la Société, à l'adresse <https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>, fournit toute l'information pertinente pour les investisseurs, notamment les documents suivants :

- le rapport aux actionnaires;
- la notice annuelle;
- la circulaire d'information de la direction;
- les rapports trimestriels;
- les fiches d'information trimestrielles et autres renseignements supplémentaires;
- les documents de référence sur les changements apportés à la présentation de l'information de la Société;
- les conférences téléphoniques diffusées sur le Web (archivées pendant un an).

Le rapport aux actionnaires, la notice annuelle, la circulaire d'information de la direction et les rapports trimestriels de la Société sont également disponibles à l'adresse www.sedar.com.

Pour communiquer avec le service des relations avec les investisseurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@cantire.com.

Le 6 mai 2020

Index des états financiers et notes annexes

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)	41
États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)	42
États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)	43
Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité).....	44
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité).....	45

NOTES ANNEXES (NON AUDITÉ)

Note 1. La Société et ses activités	46
Note 2. Base d'établissement	46
Note 3. Gestion du capital	49
Note 4. Liquidités et financement.....	50
Note 5. Secteurs opérationnels.....	50
Note 6. Créances sur prêts	53
Note 7. Capital social	55
Note 8. Paiements fondés sur des actions	56
Note 9. Produits.....	56
Note 10. Coûts des activités génératrices de produits.....	57
Note 11. Frais de vente, généraux et administratifs	58
Note 12. Charges financières nettes	58
Note 13. Impôt sur le résultat	58
Note 14. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie	59
Note 15. Instruments financiers	60
Note 16. Éventualités	62
Note 17. Événements postérieurs à la date de clôture	62

Bilans consolidés intermédiaires résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 28 mars 2020	Au 30 mars 2019	Au 28 décembre 2019
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 14)	443,4 \$	299,1 \$	205,5 \$
Placements à court terme	205,2	228,2	201,7
Créances clients et autres débiteurs	998,4	986,5	938,3
Créances sur prêts (note 6)	5 431,2	5 312,5	5 813,8
Stocks de marchandises	2 475,2	2 353,7	2 212,9
Impôt sur le résultat à recouvrer	35,9	74,8	33,2
Charges payées d'avance et dépôts	152,7	154,1	139,3
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	14,2	4,1	10,6
Total des actifs courants	9 756,2	9 413,0	9 555,3
Créances à long terme et autres actifs	835,2	790,4	807,8
Placements à long terme	116,0	144,5	138,9
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 341,6	2 277,6	2 414,3
Immeubles de placement	391,2	372,6	389,1
Immobilisations corporelles	4 280,7	4 166,9	4 283,3
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 540,3	1 672,8	1 610,4
Impôt différé	271,5	306,8	319,2
Total de l'actif	19 532,7 \$	19 144,6 \$	19 518,3 \$
PASSIF			
Dette bancaire (note 14)	— \$	8,1 \$	10,4 \$
Dépôts	770,9	964,3	790,8
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 040,5	2 020,6	2 492,4
Provisions	186,9	154,0	190,2
Emprunts à court terme	1 154,5	1 077,5	450,0
Emprunts	629,9	662,4	621,5
Tranche courante des obligations locatives	343,1	314,1	335,3
Impôt à payer	26,7	17,0	72,6
Tranche courante de la dette à long terme	751,0	538,6	788,2
Total des passifs courants	5 903,5	5 756,6	5 751,4
Provisions à long terme	64,5	54,7	61,1
Dette à long terme	3 785,7	3 919,8	3 730,2
Dépôts à long terme	1 716,4	1 584,5	1 653,4
Obligations locatives à long terme	1 775,4	1 985,2	1 871,0
Impôt différé	126,1	149,9	136,4
Autres passifs à long terme	773,1	756,0	810,1
Total du passif	14 144,7	14 206,7	14 013,6
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 7)	586,9	584,4	588,0
Surplus d'apport	2,9	2,9	2,9
Cumul des autres éléments de (perte) globale	(117,3)	(25,3)	(129,9)
Bénéfices non distribués	3 601,5	3 321,6	3 729,6
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	4 074,0	3 883,6	4 190,6
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	1 314,0	1 054,3	1 314,1
Total des capitaux propres	5 388,0	4 937,9	5 504,7
Total du passif et des capitaux propres	19 532,7 \$	19 144,6 \$	19 518,3 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 28 mars 2020	le 30 mars 2019
Produits (note 9)	2 848,3 \$	2 894,4 \$
Coûts des activités génératrices de produits (note 10)	1 909,1	1 896,1
Marge brute	939,2	998,3
Autres (produits)	(8,6)	(5,0)
Frais de vente, généraux et administratifs (note 11)	876,7	812,9
Charges financières nettes (note 12)	68,2	67,0
Bénéfice avant impôt	2,9	123,4
(Économie) charge d'impôt	(9,3)	26,0
Bénéfice net	12,2 \$	97,4 \$
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux :		
Actionnaires de la Société Canadian Tire	(13,3) \$	69,7 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	25,5	27,7
	12,2 \$	97,4 \$
Bénéfice par action de base	(0,22) \$	1,12 \$
Bénéfice par action dilué	(0,22) \$	1,12 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :		
De base	61 170 366	62 243 116
Dilué	61 170 366	62 325 684

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 28 mars 2020	le 30 mars 2019
Bénéfice net	12,2 \$	97,4 \$
Autres éléments de bénéfice (perte) global(e), déduction faite de l'impôt		
Éléments qui pourront ultérieurement être reclassés en résultat net :		
(Pertes nettes) liées à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base	(27,3)	(13,9)
Coût différé de la couverture ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps d'une option relativement à des éléments couverts liés à un intervalle de temps	14,4	(4,9)
Reclassement de la perte (du profit) en résultat	0,5	(0,3)
Écart de change	(74,4)	(4,6)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :		
Profits nets (pertes nettes) lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	104,9	(36,0)
Autres éléments de bénéfice (perte) global(e)	18,1 \$	(59,7) \$
Autres éléments de bénéfice (perte) global(e) attribuables aux :		
Actionnaires de la Société Canadian Tire	20,6 \$	(56,0) \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(2,5)	(3,7)
	18,1 \$	(59,7) \$
Bénéfice global	30,3 \$	37,7 \$
Bénéfice global attribuable aux :		
Actionnaires de la Société Canadian Tire	7,3 \$	13,7 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	23,0	24,0
	30,3 \$	37,7 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 28 mars 2020	le 30 mars 2019
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	12,2 \$	97,4 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :		
Amortissement des immobilisations corporelles, des immeubles de placement, d'actifs détenus en vue de la vente et d'actifs au titre de droits d'utilisation (notes 10 et 11)	145,3	134,0
(Économie) charge d'impôt	(9,3)	26,0
Charges financières nettes (note 12)	68,2	67,0
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 11)	26,3	27,4
(Profit) à la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement, d'actifs détenus en vue de la vente et d'actifs au titre de droits d'utilisation	(10,9)	(11,5)
Total, à l'exception des éléments suivants :	231,8	340,3
Intérêts versés	(78,3)	(86,6)
Intérêts reçus	4,1	4,5
Impôt payé	(24,4)	(186,6)
Variation des créances sur prêts	375,6	206,4
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres	(655,9)	(739,6)
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'exploitation	(147,1)	(461,6)
Activités d'investissement		
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(84,8)	(115,1)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(38,4)	(36,5)
Total des entrées	(123,2)	(151,6)
Acquisition de placements à court terme	(77,0)	(114,8)
Produit à l'échéance et à la cession de placements à court terme	104,4	78,4
Produit de la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placements et d'actifs détenus en vue de la vente	0,8	12,6
Paiements de loyers au titre de contrats de sous-location sous forme de contrats de location-financement (sur le capital)	4,3	4,1
Acquisition de placements à long terme et autres	(8,4)	4,3
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(99,1)	(167,0)
Activités de financement		
Dividendes versés	(66,3)	(60,3)
Distributions payées à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(27,5)	(20,0)
Total des dividendes et des distributions payés	(93,8)	(80,3)
Émission nette de titres d'emprunt à court terme	704,5	699,4
Émission de titres d'emprunt	71,6	57,1
Remboursement de titres d'emprunt	(63,1)	(49,2)
Émission de titres d'emprunt à long terme	18,6	10,9
Remboursement sur la dette à long terme	(0,5)	—
Paiement d'obligations locatives (sur le capital)	(83,9)	(76,3)
Rachat d'actions	(100,4)	(176,2)
Paiements liés aux instruments financiers	(0,6)	(12,8)
Variation des dépôts	42,1	76,6
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	494,5	449,2
Flux de trésorerie générés (utilisés) au cours de la période	248,3	(179,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, au début	195,1	470,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, à la fin	443,4 \$	291,0 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)								
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 28 décembre 2019	588,0	\$ 2,9	\$ (28,3)	\$ (101,6)	\$ (129,9)	\$ 3 729,6	\$ 4 190,6	\$ 1 314,1	\$ 5 504,7
(Perte nette) bénéfice net	—	—	—	—	—	(13,3)	(13,3)	25,5	12,2
Autres éléments de bénéfice (perte) global(e)	—	—	95,0	(74,4)	20,6	—	20,6	(2,5)	18,1
Total du bénéfice (de la perte) global(e)	—	—	95,0	(74,4)	20,6	(13,3)	7,3	23,0	30,3
Transferts des (profits) liés aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	(8,0)	—	(8,0)	—	(8,0)	—	(8,0)
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 7)	3,4	—	—	—	—	—	3,4	—	3,4
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 7)	(99,6)	—	—	—	—	—	(99,6)	—	(99,6)
Reprise de la charge à payer au titre de l'engagement relatif au programme de rachat d'actions automatique (note 7)	3,0	—	—	—	—	46,1	49,1	—	49,1
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 7)	92,1	—	—	—	—	(92,1)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(68,8)	(68,8)	—	(68,8)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	4,4	4,4
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(27,5)	(27,5)
Total des apports et des distributions	(1,1)	—	(8,0)	—	(8,0)	(114,8)	(123,9)	(23,1)	(147,0)
Solde au 28 mars 2020	586,9	\$ 2,9	\$ 58,7	\$ (176,0)	\$ (117,3)	\$ 3 601,5	\$ 4 074,0	\$ 1 314,0	\$ 5 388,0

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)								
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 30 décembre 2018, tel qu'il a été présenté antérieurement	591,5	\$ 2,9	\$ 92,0	\$ (40,9)	\$ 51,1	\$ 3 720,7	\$ 4 366,2	\$ 1 048,8	\$ 5 415,0
Ajustements transitoires – IFRS 16	—	—	—	—	—	(246,9)	(246,9)	(0,1)	(247,0)
Solde retraité au 30 décembre 2018	591,5	2,9	92,0	(40,9)	51,1	3 473,8	4 119,3	1 048,7	5 168,0
Bénéfice net	—	—	—	—	—	69,7	69,7	27,7	97,4
Autres éléments de (perte) globale	—	—	(51,4)	(4,6)	(56,0)	—	(56,0)	(3,7)	(59,7)
Total (de la perte) du bénéfice global(e)	—	—	(51,4)	(4,6)	(56,0)	69,7	13,7	24,0	37,7
Transferts des (profits) liés aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	(20,4)	—	(20,4)	—	(20,4)	—	(20,4)
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 7)	4,4	—	—	—	—	—	4,4	—	4,4
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 7)	(169,8)	—	—	—	—	—	(169,8)	—	(169,8)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 7)	158,3	—	—	—	—	(158,3)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(63,6)	(63,6)	—	(63,6)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	1,6	1,6
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(20,0)	(20,0)
Total des apports et des distributions	(7,1)	—	(20,4)	—	(20,4)	(221,9)	(249,4)	(18,4)	(267,8)
Solde au 30 mars 2019	584,4	\$ 2,9	\$ 20,2	\$ (45,5)	\$ (25,3)	\$ 3 321,6	\$ 3 883,6	\$ 1 054,3	\$ 4 937,9

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. La Société et ses activités

La Société Canadian Tire Limitée est une société ouverte canadienne principalement présente au Canada. Son siège social est situé au 2180, rue Yonge, Toronto (Ontario) M4P 2V8, Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CTC, CTC.A). Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, La Société Canadian Tire Limitée et les entités qu'elle contrôle sont collectivement appelées la « Société » ou la « Société Canadian Tire ».

La Société est constituée de trois principaux secteurs d'activités commerciales, qui offrent un éventail de produits et de services de détail, y compris des articles d'usage courant, des vêtements, des articles de sport, de l'essence, des Services Financiers, dont une banque, et des activités immobilières. La note 5 donne le détail des trois secteurs opérationnels à présenter de la Société.

Le bénéfice net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice, et le premier trimestre, l'apport le moins important.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés (les « états financiers intermédiaires ») pour la période de 13 semaines close le 28 mars 2020 (et les résultats comparatifs pour la période de 13 semaines close le 30 mars 2019) ont été préparés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et, par conséquent, ne contiennent pas toutes les informations à fournir exigées par les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »). Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société, et ils ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 3 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société.

La publication des présents états financiers intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la Société le 6 mai 2020.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants, qui ont été évalués à la juste valeur :

- les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- les instruments financiers dérivés;
- les passifs au titre des régimes de paiements fondés sur des actions;
- la comptabilisation initiale des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

De plus, l'obligation au titre des prestations définies des avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée à sa valeur actualisée.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale étrangère de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments de chaque filiale étrangère inclus dans les états financiers consolidés sont évalués selon cette monnaie fonctionnelle. Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture, et les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les profits et les pertes de change sont comptabilisés à titre de composante des capitaux propres. Au moment de la cession d'un établissement à l'étranger, ou de la perte du contrôle, la composante du cumul des autres éléments du résultat global liée à l'établissement à l'étranger est reclassée en résultat net.

Jugements et estimations

La préparation de ces états financiers intermédiaires en vertu d'IAS 34 exige que la direction formule des jugements et procède à des estimations qui influent sur les éléments suivants :

- l'application des méthodes comptables;
- les montants présentés de l'actif et du passif;
- la présentation des actifs et des passifs éventuels;
- les montants des produits et des charges comptabilisés pendant la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels peuvent différer des estimations présentées dans les états financiers intermédiaires.

Des jugements sont formulés lors de la sélection et de l'évaluation des méthodes comptables de la Société. Les estimations servent principalement à déterminer l'évaluation des transactions et des soldes constatés. Les estimations se fondent sur l'expérience antérieure et sur d'autres facteurs, y compris les attentes relatives aux événements futurs qui semblent raisonnables compte tenu des circonstances. Les jugements et les estimations sont souvent interreliés. Les jugements et les estimations de la Société sont réévalués de façon continue afin de déterminer s'ils demeurent pertinents. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée et au cours des périodes ultérieures touchées par la révision.

Le 12 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'éclosion de coronavirus (« COVID-19 ») constituait une pandémie. Il existe une incertitude importante quant à la portée et à la durée de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les activités de la Société. La portée de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les jugements et les estimations décrits à la note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société dépendra des développements futurs, qui sont grandement incertains et ne peuvent être anticipés. La direction continuera de surveiller et d'évaluer l'incidence de la pandémie sur ses jugements, ses estimations, ses méthodes comptables et les montants comptabilisés dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, y compris, sans s'y limiter, la dépréciation des actifs et des instruments financiers, la juste valeur des instruments financiers rachetables et les créances sur prêts.

Au cours du trimestre, la COVID-19, qui a été considérée comme un indice de dépréciation, a eu une incidence sur les hypothèses relatives au taux d'actualisation et aux flux de trésorerie prévus utilisés pour effectuer l'analyse de la dépréciation des immeubles de placement, des actifs au titre de droits d'utilisation, des immobilisations corporelles, du goodwill et des immobilisations incorporelles de la Société, de même que sur les données d'entrée utilisées pour déterminer la juste valeur de l'instrument financier rachetable et l'information prospective utilisée pour estimer les corrections de valeur pour créances sur prêts à l'égard des créances sur cartes de crédit. Les changements apportés aux hypothèses et aux données d'entrée n'ont pas eu d'incidence sur les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, sauf en ce qui concerne la correction de valeur à l'égard des créances sur cartes de crédit, comme il est expliqué à la note 6.

La note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés pourrait être importante de l'avis de la Société.

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Réforme des taux d'intérêt de référence : modifications à IFRS 9, à IAS 39 et à IFRS 7

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Société a adopté la *Réforme des taux d'intérêt de référence : modifications à IFRS 9, à IAS 39 et à IFRS 7*, qui a été publiée en septembre 2019. Les modifications prévoient un allègement pendant la période d'incertitude découlant du retrait graduel des taux d'intérêt de référence (notamment les taux interbancaires offerts [« TIO »]).

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt relatif aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de titres d'emprunt et de dépôts. La Société conclut également des instruments financiers dérivés de type swaptions qui procurent l'option de conclure un swap de taux d'intérêt dans le cadre de la stratégie de la Société visant à gérer son exposition au risque de taux d'intérêt quant aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de titres d'emprunt et de dépôts. Lorsque la comptabilité de couverture peut s'appliquer, la Société comptabilise ces dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie.

Les relations de couverture de la Société sont fortement exposées au Canadian Dollar Offered Rate (« CDOR »). Dans le cadre de la réforme des TIO, le taux CDOR pourrait être abandonné, faire l'objet de changements de méthodologie ou devenir indisponible. La Banque du Canada a constitué le groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (« TARCOM ») pour définir et s'attacher à élaborer un nouveau taux de référence sans risque pour les opérations en dollars canadiens. Le taux des opérations de pension à un jour (« CORRA ») a été recommandé comme solution de rechange au taux CDOR. Déjà disponible dans le marché, le taux CORRA est en cours d'amélioration et de réforme par son administrateur, la Banque du Canada. Compte tenu de ces changements, il existe de l'incertitude quant au calendrier et aux méthodes de transition des instruments financiers touchés par ceux-ci, ainsi que pour déterminer si les relations de couverture couvrant la variabilité des flux de trésorerie résultant de changements aux TIO continuent de répondre aux critères d'applicabilité de la comptabilité de couverture. Ces modifications adoptées visent notamment les exigences relatives à la comptabilisation de couverture, en permettant à la Société de présumer que le taux d'intérêt de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie couverts et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture ne serait pas modifié à la suite de la réforme des TIO, autorisant ainsi le maintien de la comptabilité de couverture.

La direction surveille de près les relations de couverture concernées par les changements possibles au taux CDOR et son remplacement potentiel par un nouveau taux de référence sans risque pour les opérations en dollars canadiens. Si les taux sans risque nouveaux ou révisés diffèrent des taux de référence antérieurs, des stratégies de couvertures nouvelles ou révisées pourraient être nécessaires pour mieux harmoniser les dérivés désignés comme instruments de couverture et les éléments couverts. Toutefois, étant donné l'incertitude des marchés, l'évaluation de l'incidence sur les stratégies de couverture de la Société et ses plans d'atténuation ne fait que commencer.

L'application obligatoire des modifications cesse au moment où l'incertitude au sujet de l'échéance ou du montant des flux de trésorerie découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence ne subsiste plus ou lorsqu'il est mis fin à la relation de couverture, selon la première occurrence.

Les méthodes comptables décrites à la note 3 des états financiers consolidés de 2019 de la Société continuent de s'appliquer pour les éléments de comptabilité de couverture qui ne sont pas visés par les modifications et pour les couvertures qui ne sont pas directement concernées par la réforme des TIO.

L'International Accounting Standards Board (« IASB ») travaille maintenant à la phase 2 des modifications à IFRS 9 dans le cadre de la réforme des TIO, qui devrait entre autres être axée sur la comptabilisation des modifications aux contrats à la suite de la réforme des TIO ainsi que sur les modifications à la documentation de la comptabilité de couverture pour tenir compte de la réforme des TIO. La Société continue de suivre l'état du projet de réforme des TIO de l'IASB, et elle évaluera l'incidence de celle-ci sur la Société à mesure que de nouvelles informations sont connues.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice se clôturant le 2 janvier 2021 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers intermédiaires.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En mars 2020, l'IASB a publié une modification à IFRS 17 reportant de deux ans de la date d'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

Classement des passifs en tant que passifs courants ou passifs non courants (modifications à IAS 1)

En janvier 2020, l'IASB a publié *Classement des passifs en tant que passifs courants ou passifs non courants*, qui modifie IAS 1, *Présentation des états financiers*. Les modifications de portée restreinte touchent uniquement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non les montants ou le moment de leur comptabilisation. Ces modifications clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants est fondé sur les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière et que le classement n'est pas touché par les attentes quant à l'exercice du droit de l'entité de différer le règlement d'un passif. Elles établissent également la définition de règlement pour préciser que, par règlement, on entend le transfert à l'autre partie d'éléments de trésorerie, d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs ou de services. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications.

3. Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans stratégiques et opérationnels;
- le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

La Société gère sa structure du capital à long terme de manière à optimiser l'équilibre entre l'efficacité du capital, la souplesse financière et l'atténuation des risques. La direction calcule ses ratios afin de simuler les méthodes employées par les agences de notation de crédit et d'autres intervenants du marché, sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces ratios en fonction des fourchettes cibles.

Dans le contexte actuel sur les plans de l'économie, de l'exploitation et des marchés boursiers, on observe une importance accrue accordée aux liquidités et à la gestion du capital. La direction veille à s'assurer d'avoir des liquidités suffisantes, tant par le maintien d'un bilan solide que par l'accès au capital.

Au 28 mars 2020, la Société était en conformité avec toutes les clauses restrictives financières liées à ses ententes d'emprunt existantes. La Société dispose d'une souplesse suffisante pour continuer à respecter ces clauses restrictives pendant les perturbations actuelles dans certaines de ses entreprises en raison de la pandémie de COVID-19 et pour soutenir la croissance des activités.

Helly Hansen est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de ses conventions de crédit bancaire, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de ces conventions au 28 mars 2020.

CT Real Estate Investment Trust (la Fiducie de placement immobilier CT, « CT REIT ») est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de l'acte de fiducie, de la convention de crédit bancaire et de la déclaration de fiducie et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de celles-ci au 28 mars 2020.

En outre, la Société est tenue de se conformer aux exigences réglementaires en matière de capital se rapportant aux activités de la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque »), sa banque à charte fédérale, à d'autres exigences réglementaires qui ont une incidence sur ses activités commerciales et à certaines clauses restrictives établies en vertu de sa convention de crédit bancaire. Au 28 mars 2020, la BCT respectait toutes les exigences externes en matière de capital réglementaire et toutes les clauses restrictives financières aux termes de sa convention de crédit bancaire.

4. Liquidités et financement

Au 28 mars 2020, Glacier Credit Card Trust (« GCCT ») avait du papier commercial adossé à des actifs en cours pour un montant de 294,9 millions de dollars.

Au 28 mars 2020, la Société (excluant Helly Hansen et CT REIT) avait prélevé un montant de 710,0 millions de dollars sur ses marges bancaires et avait du papier commercial libellé en dollars américains équivalant à 98,3 millions de dollars canadiens en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée (70,3 millions de dollars américains). Helly Hansen avait des emprunts impayés équivalant à un total de 51,3 millions de dollars canadiens en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée (180 millions de couronnes norvégiennes [« NOK »]) et de sa facilité d'affacturage (205,4 millions NOK). CT REIT n'avait aucun emprunt en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée, et la BCT n'avait aucun emprunt impayé en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée ni de ses facilités d'achat de billets.

5. Secteurs opérationnels

La Société possède trois secteurs opérationnels à présenter : les secteurs Détail, CT REIT et Services Financiers. Les secteurs opérationnels à présenter sont des unités commerciales stratégiques qui offrent différents produits et services. Ils sont gérés séparément en raison de leur nature distincte. Les activités de chacun des secteurs à présenter de la Société sont détaillées comme suit :

- Les activités de détail sont menées sous de nombreuses enseignes, notamment Canadian Tire, les postes d'essence Canadian Tire (la « Division pétrolière »), Mark's, PartSource, Helly Hansen, Party City au Canada et diverses enseignes SportChek. Les activités de détail comprennent également le programme de prêts aux marchands (la partie [le silo] de Franchise Trust qui octroie des prêts aux marchands). Les activités liées à l'immobilier ne concernant pas CT REIT sont incluses dans le secteur Détail.
- CT REIT est un fonds de placement immobilier à capital fixe non constitué en personne morale. CT REIT détient un portefeuille d'immeubles répartis géographiquement principalement constitué de magasins sous l'enseigne Canadian Tire, d'immeubles de commerce de détail dont Canadian Tire est le locataire clé, d'un immeuble commercial à usage mixte et de centres de distribution.
- Les Services Financiers émettent les cartes de crédit de la marque Triangle de Canadian Tire, soit les cartes de crédit Mastercard Triangle, World Mastercard Triangle et World Elite Mastercard Triangle. Les Services Financiers offrent également les produits Mastercard Avantage Remise et Mastercard Avantage Essence, des produits d'assurance et de garantie, et fournissent des services de règlement aux entreprises liées de la Société. Les Services Financiers comprennent la BCT, une institution financière réglementée en vertu des lois fédérales qui gère et finance les portefeuilles de cartes Mastercard et de cartes personnelles des clients de la Société, de même qu'un ensemble existant de prêts au titre de marges de crédit de marque Canadian Tire. La BCT offre également des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé, des CELI et des CPG, directement et par l'entremise de courtiers indépendants. Les Services Financiers comprennent GCCT, une entité structurée établie dans le but d'acheter des participations en copropriété dans les créances sur cartes de crédit de la Société. GCCT émet des titres d'emprunt au profit d'investisseurs indépendants pour financer ses acquisitions.

Le rendement est évalué selon le résultat avant impôt du secteur, tel qu'il figure dans les rapports internes de la direction. La direction a déterminé que cette mesure est la plus pertinente pour évaluer les résultats des secteurs et pour affecter les ressources. Le tableau suivant détaille les informations concernant les résultats de chaque secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 28 mars 2020					le 30 mars 2019				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	2 502,6	\$ 13,9	\$ 334,5	(2,7)	\$ 2 848,3	\$ 2 562,4	\$ 13,3	\$ 321,2	(2,5)	\$ 2 894,4
Produits intersociétés	0,6	112,9	7,4	(120,9)	—	1,6	108,3	7,6	(117,5)	—
Total des produits	2 503,2	126,8	341,9	(123,6)	2 848,3	2 564,0	121,6	328,8	(120,0)	2 894,4
Coûts des activités génératrices de produits	1 729,9	—	196,7	(17,5)	1 909,1	1 770,1	—	142,2	(16,2)	1 896,1
Marge brute	773,3	126,8	145,2	(106,1)	939,2	793,9	121,6	186,6	(103,8)	998,3
Autres (produits) charges	(35,6)	—	0,1	26,9	(8,6)	(36,3)	—	(0,3)	31,6	(5,0)
Frais de vente, généraux et administratifs	848,7	31,9	75,0	(78,9)	876,7	781,7	32,8	74,7	(76,3)	812,9
Charges financières nettes (produits financiers nets)	59,8	27,5	(0,1)	(19,0)	68,2	62,0	27,0	(0,2)	(21,8)	67,0
(Profit) perte lié(e) à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	24,2	—	(24,2)	—	—	(9,6)	—	9,6	—
(Perte) bénéfice avant impôt	(99,6)	\$ 43,2	\$ 70,2	(10,9)	\$ 2,9	(13,5)	\$ 71,4	\$ 112,4	(46,9)	\$ 123,4
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	213,1	\$ —	\$ 3,0	(44,5)	\$ 171,6	\$ 201,7	\$ —	\$ 3,2	(43,5)	\$ 161,4
Produits d'intérêts	24,8	0,1	289,0	(18,2)	295,7	27,6	—	271,7	(17,2)	282,1
Charges d'intérêts	79,9	27,6	33,5	(52,6)	88,4	84,3	27,0	32,6	(52,4)	91,5

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le reclassement de certains produits et de certaines charges des Services Financiers dans les (produits financiers nets) charges financières nettes;
- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations et les ajustements intersectoriels, incluant les loyers intersociétés, les frais de gestion immobilière, les frais de traitement des transactions par carte de crédit et la variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable.

Bien qu'elle exerce principalement ses activités au Canada, la Société exerce également ses activités à l'étranger par l'entremise d'Helly Hansen. Les produits gagnés à l'étranger par Helly Hansen se sont établis à 114,2 millions de dollars pour la période de 13 semaines close le 28 mars 2020 (2019 – 122,8 millions). Les immobilisations corporelles et incorporelles (marque et goodwill) et les actifs au titre de droits d'utilisation situés à l'extérieur du Canada se chiffraient à 890,7 millions de dollars au 28 mars 2020 (2019 – 1,0 milliard).

Le tableau suivant détaille les dépenses d'investissement par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 28 mars 2020				le 30 mars 2019			
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total
Dépenses d'investissement ¹	72,4	\$ 41,0	\$ 0,9	\$ 114,3	\$ 76,1	\$ 27,1	\$ 3,7	\$ 106,9

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les entrées d'actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

Le tableau suivant détaille les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 28 mars 2020				le 30 mars 2019			
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation	11,3 \$	3,0 \$	1,8 \$	16,1 \$	43,8 \$	— \$	— \$	43,8 \$

Le tableau suivant détaille le total de l'actif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 mars 2020	Au 30 mars 2019	Au 28 décembre 2019
Détail	15 990,2 \$	16 038,2 \$	15 995,4 \$
CT REIT	6 069,0	5 853,3	6 024,5
Services Financiers	6 255,8	6 208,2	6 606,4
Éliminations et ajustements	(8 782,3)	(8 955,1)	(9 108,0)
Total de l'actif ¹	19 532,7 \$	19 144,6 \$	19 518,3 \$

1. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Le tableau suivant détaille le total du passif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 mars 2020	Au 30 mars 2019	Au 28 décembre 2019
Détail	9 972,5 \$	10 153,5 \$	9 870,2 \$
CT REIT	2 732,4	2 735,4	2 690,4
Services Financiers	5 274,7	5 265,9	5 589,9
Éliminations et ajustements	(3 834,9)	(3 948,1)	(4 136,9)
Total du passif ¹	14 144,7 \$	14 206,7 \$	14 013,6 \$

1. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations intersectorielles.

6. Créances sur prêts

Le tableau suivant présente des renseignements quantitatifs sur le portefeuille de créances sur prêts de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	Capital total des créances ¹		
	Au 28 mars 2020	Au 30 mars 2019	Au 28 décembre 2019
Créances sur cartes de crédit ²	5 410,0 \$	5 273,9 \$	5 794,1 \$
Prêts aux marchands ³	631,0	665,9	622,5
Total des créances sur prêts	6 041,0	5 939,8	6 416,6
Moins : tranche à long terme ⁴	609,8	627,3	602,8
Tranche courante des créances sur prêts	5 431,2 \$	5 312,5 \$	5 813,8 \$

1. Les montants sont présentés déduction faite de la charge pour pertes de crédit.

2. Comprend les prêts au titre de marges de crédit.

3. Les prêts aux marchands sont principalement constitués de prêts émis par Franchise Trust.

4. La tranche à long terme des créances sur prêts est comprise dans les créances à long terme et autres actifs et inclut les prêts aux marchands d'un montant de 608,7 millions de dollars (30 mars 2019 – 626,4 millions et 28 décembre 2019 – 601,6 millions).

La correction de valeur des créances sur prêts de la Société a augmenté de 50,3 millions de dollars, principalement en raison de l'incertitude économique résultant de la COVID-19, ainsi que de la croissance des créances. Cette augmentation de la correction de valeur comprend un montant de 30,0 millions de dollars découlant de l'ajout d'une couche supplémentaire d'hypothèses économiques au modèle fondé sur les pertes de crédit attendues en raison des changements apportés aux hypothèses de la direction relativement aux indicateurs économiques de nature prospective, et un montant de 14,9 millions découlant de la probabilité accrue de défaillance des détenteurs de cartes, tandis que le montant restant de 5,4 millions est attribuable à la croissance des créances.

La continuité des corrections de valeur des créances sur prêts de la Société se présente comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020			
	Pertes de crédit attendues sur 12 mois ¹ (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 28 décembre 2019	300,5 \$	192,1 \$	304,2 \$	796,8 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(2,0)	(5,7)	(119,6)	(127,3)
Recouvrements	—	—	21,1	21,1
Nouveaux prêts émis	3,0	—	—	3,0
Transferts				
à la phase 1	61,8	(48,8)	(13,0)	—
à la phase 2	(24,2)	27,0	(2,8)	—
à la phase 3	(7,7)	(41,1)	48,8	—
Réévaluations nettes	(19,8)	98,1	75,2	153,5
Solde au 28 mars 2020	311,6 \$	221,6 \$	313,9 \$	847,1 \$

1. Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues.

2019

(en millions de dollars canadiens)	Pertes de crédit attendues sur 12 mois ¹ (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 29 décembre 2018	253,0 \$	186,1 \$	325,5 \$	764,6 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(1,7)	(4,1)	(107,7)	(113,5)
Recouvrements	—	—	20,1	20,1
Nouveaux prêts émis	5,4	—	—	5,4
Transferts				
à la phase 1	52,3	(46,6)	(5,7)	—
à la phase 2	(18,4)	19,4	(1,0)	—
à la phase 3	(6,6)	(30,7)	37,3	—
Réévaluations nettes	(30,7)	63,6	65,6	98,5
Solde au 30 mars 2019	253,3 \$	187,7 \$	334,1 \$	775,1 \$

1. Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues.

Les créances sur cartes de crédit sont considérées comme étant dépréciées lorsqu'un paiement est en souffrance depuis plus de 90 jours ou lorsqu'il existe un doute suffisant quant à la recouvrabilité du solde impayé. Aucune garantie n'est détenue à l'égard de ces créances sur prêts, sauf en ce qui concerne les prêts aux marchands. La Banque continue de chercher à recouvrer les montants qui ont été radiés au cours de la période, à moins qu'elle n'ait plus le droit de recouvrement, que la créance ait été vendue à un tiers, ou que toutes les mesures raisonnables de recouvrement aient été épuisées.

Les tableaux suivants présentent l'information relative à l'exposition au risque de crédit des créances sur prêts.

(en millions de dollars canadiens)	28 mars 2020			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 161,1 \$	61,9 \$	— \$	2 223,0 \$
Risque modéré	1 929,1	161,1	—	2 090,2
Risque élevé	968,5	340,4	635,0	1 943,9
Total de la valeur comptable brute	5 058,7	563,4	635,0	6 257,1
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	311,6	221,6	313,9	847,1
Valeur comptable nette	4 747,1 \$	341,8 \$	321,1 \$	5 410,0 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 mars 2019			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	1 889,8 \$	199,0 \$	— \$	2 088,8 \$
Risque modéré	1 859,1	244,7	—	2 103,8
Risque élevé	870,3	299,4	686,7	1 856,4
Total de la valeur comptable brute	4 619,2	743,1	686,7	6 049,0
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	253,3	187,7	334,1	775,1
Valeur comptable nette	4 365,9 \$	555,4 \$	352,6 \$	5 273,9 \$

28 décembre 2019

(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 536,5 \$	67,0 \$	— \$	2 603,5 \$
Risque modéré	1 982,5	137,0	—	2 119,5
Risque élevé	923,9	325,7	618,3	1 867,9
Total de la valeur comptable brute	5 442,9	529,7	618,3	6 590,9
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	300,5	192,1	304,2	796,8
Valeur comptable nette	5 142,4 \$	337,6 \$	314,1 \$	5 794,1 \$

Au cours de la période de 13 semaines close le 28 mars 2020, la trésorerie reçue découlant des intérêts sur cartes de crédit et sur prêts s'est élevée à 270,2 millions de dollars (2019 – 256,3 millions).

7. Capital social

Le capital social comprend les éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 mars 2020	Au 30 mars 2019	Au 28 décembre 2019
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (30 mars 2019 – 3 423 366; 28 décembre 2019 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
57 383 758 actions de catégorie A sans droit de vote (30 mars 2019 – 58 352 090; 28 décembre 2019 – 58 096 958)	586,7	584,2	587,8
	586,9 \$	584,4 \$	588,0 \$

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. La Société ne détient aucune action ordinaire ou action de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale.

Au cours de 2020 et de 2019, la Société a émis et racheté des actions de catégorie A sans droit de vote. Les rachats d'actions de la Société ont été effectués aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les rachats d'actions sont imputés au capital social au coût moyen par action en circulation. L'excédent du prix de rachat sur le coût moyen est d'abord imputé au surplus d'apport, et le montant résiduel est imputé aux bénéfices non distribués.

Au cours du quatrième trimestre de 2019, la Société a mis en place un programme de rachat d'actions automatique (« PRAA ») visant le rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote à des fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant la période d'interdiction d'opération de la Société. Au 28 décembre 2019, une obligation au titre du rachat d'actions de 49,1 millions de dollars a été comptabilisée dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs en vertu du PRAA. Au premier trimestre de 2020, à la conclusion des rachats effectués conformément à l'avis émis au quatrième trimestre de 2019 en vertu du PRAA, la Société a repris la charge à payer précédemment comptabilisée. Au cours du premier trimestre de 2020, la Société n'a pas donné d'avis à son courtier en vertu de son PRAA visant le rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote à des fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant la période d'interdiction d'opération de la Société.

Les transactions suivantes à l'égard des actions de catégorie A sans droit de vote ont été conclues.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes			
	le 28 mars 2020		le 30 mars 2019	
	Nombre	\$	Nombre	\$
Actions en circulation au début	58 096 958	587,8 \$	59 478 460	591,3 \$
Émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et du régime d'options sur actions	24 971	3,4	30 430	4,4
Rachetées ¹	(738 171)	(99,6)	(1 156 800)	(169,8)
Reprise de la charge à payer au titre de l'engagement relatif au PRAA	—	3,0	—	—
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen	—	92,1	—	158,3
Actions en circulation à la fin	57 383 758	586,7 \$	58 352 090	584,2 \$

1. Les actions rachetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont retrouvé le statut d'actions autorisées et non émises. La Société comptabilise les actions rachetées à la date de transaction.

Au 28 mars 2020, la Société avait des dividendes déclarés et payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires d'un montant de 69,2 millions de dollars (2019 – 64,1 millions) au taux de 1,1375 \$ par action (2019 – 1,0375 \$ par action).

Le 6 mai 2020, le conseil d'administration de la Société a déclaré des dividendes payables le 1^{er} septembre 2020 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 juillet 2020 à un taux de 1,1375 \$.

Pour la période de 13 semaines close le 28 mars 2020, 210 986 options sur actions n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice par part dilué car elles avaient un effet antidilutif (2019 – néant). Ces options pourraient possiblement diluer le bénéfice par part de base dans l'avenir.

8. Paiements fondés sur des actions

Au cours de la période de 13 semaines close le 28 mars 2020, la Société a émis les droits à un paiement fondé sur des actions suivants :

Options sur actions

La Société a attribué 1 021 688 (2019 – 420 492) options sur actions à certains employés. Les droits sur ces options sur actions sont généralement acquis graduellement sur une période de trois ans, et les options peuvent être exercées sur une période de sept ans, à un prix d'exercice de 80,49 \$ (2019 – 144,35 \$).

9. Produits

Le tableau suivant détaille les produits par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 28 mars 2020					le 30 mars 2019				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajuste-ments	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajuste-ments	Total
Vente de biens	2 384,0 \$	— \$	— \$	— \$	2 384,0 \$	2 441,1 \$	— \$	— \$	— \$	2 441,1 \$
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	4,7	—	288,6	(1,8)	291,5	5,2	—	271,3	(2,5)	274,0
Redevances et droits de licence	11,7	—	—	—	11,7	12,5	—	—	—	12,5
Services rendus	4,1	—	45,9	(0,9)	49,1	3,7	—	49,9	—	53,6
Produits locatifs	98,1	13,9	—	—	112,0	99,9	13,3	—	—	113,2
	2 502,6 \$	13,9 \$	334,5 \$	(2,7) \$	2 848,3 \$	2 562,4 \$	13,3 \$	321,2 \$	(2,5) \$	2 894,4 \$

Le tableau suivant ventile les produits du secteur Détail.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 28 mars 2020	le 30 mars 2019
Canadian Tire	1 405,4 \$	1 351,6 \$
SportChek	370,1	421,1
Mark's	212,5	245,7
Helly Hansen ¹	121,5	131,0
Division pétrolière	390,0	411,2
Autres et éliminations intersectorielles ¹	3,1	1,8
	2 502,6 \$	2 562,4 \$

1. Les produits d'Helly Hansen représentent des produits externes seulement. Les chiffres de la période précédente ont été retraités afin de refléter la présentation de l'exercice en cours.

Principaux clients

La Société ne dépend pas d'un client en particulier.

10. Coûts des activités génératrices de produits

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 28 mars 2020	le 30 mars 2019
Coût des ventes de stocks ¹	1 724,9 \$	1 769,8 \$
Perte de valeur nette relative aux créances sur prêts	151,8	98,5
Charges financières	16,0	16,4
Autres	16,4	11,4
	1 909,1 \$	1 896,1 \$

1. Le coût des ventes de stocks comprend l'amortissement pour la période de 13 semaines close le 28 mars 2020 de 3,1 millions de dollars (2019 – 2,0 millions).

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours de la période de 13 semaines close le 28 mars 2020, en raison du fait que la valeur nette de réalisation est inférieure au coût, s'élevaient à 14,0 millions de dollars (2019 – 10,6 millions).

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes correspondantes et reprises au cours de la période de 13 semaines close le 28 mars 2020 s'élevaient à 1,9 million de dollars (2019 – 1,4 million). Les réductions de valeur ont été reprises parce que les pertes réelles sont inférieures aux estimations.

Les réductions de valeur et les reprises sont incluses dans le coût des ventes de stocks.

11. Frais de vente, généraux et administratifs

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 28 mars 2020	le 30 mars 2019
Charges liées au personnel	364,4 \$	313,3 \$
Occupation	112,6	106,7
Marketing et publicité	57,9	61,8
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement ¹	72,5	68,8
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	69,7	63,2
Amortissement des immobilisations incorporelles	26,3	27,4
Systèmes informatiques	50,9	43,7
Autres	122,4	128,0
	876,7 \$	812,9 \$

1. Se reporter à la note 10 pour l'amortissement compris dans les coûts des activités génératrices de produits.

12. Charges financières nettes

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 28 mars 2020	le 30 mars 2019
(Produits) financiers	(2,7) \$	(6,5) \$
(Produits) financiers sur les créances locatives ¹	(1,5)	(1,6)
Charges financières	46,8	48,0
Charges financières nettes sur les obligations locatives	25,6	27,1
	68,2 \$	67,0 \$

1. Lié aux immeubles pour lesquels la Société est un bailleur intermédiaire en vertu d'un contrat de sous-location classé comme contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement aux termes d'IFRS 16.

13. Impôt sur le résultat

Les charges (économies) d'impôt comptabilisées dans les autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 28 mars 2020	le 30 mars 2019
(Pertes nettes) liées à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base	(9,8) \$	(5,0) \$
Coût différé de la couverture ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps d'une option relativement à des éléments couverts liés à un intervalle de temps	5,2	(1,8)
Reclassement de la perte (du profit) en résultat	0,2	(0,1)
Profits nets (pertes nettes) lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	37,8	(13,2)
	33,4 \$	(20,1) \$

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il existe toutefois la possibilité que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement aux vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées à la note 16 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

14. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, se composent des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 mars 2020	Au 30 mars 2019	Au 28 décembre 2019
Trésorerie	152,2 \$	89,7 \$	117,9 \$
Équivalents de trésorerie	281,8	202,4	69,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à restrictions ¹	9,4	7,0	18,2
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ²	443,4	299,1	205,5
Dette bancaire	—	(8,1)	(10,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire	443,4 \$	291,0 \$	195,1 \$

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à restrictions ont trait à GCCT et sont soumis à restrictions en vue des remboursements aux porteurs de billets et du paiement de frais de financement additionnels de 5,6 millions de dollars (30 mars 2019 – 2,0 millions et 28 décembre 2019 – 12,8 millions) et d'autres éléments liés à l'exploitation de 3,8 millions (30 mars 2019 – 5,0 millions et 28 décembre 2019 – 5,4 millions).

2. Sont inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les montants détenus en réserve en vue de soutenir les liquidités et les exigences réglementaires des Services Financiers.

Pour la période de 13 semaines close le 28 mars 2020, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'est élevé à 109,1 millions de dollars (2019 – 103,0 millions).

Engagements en capital

Au 28 mars 2020, la Société avait des engagements en capital visant l'acquisition d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles pour un coût total d'environ 202,0 millions de dollars (2019 – 175,7 millions).

15. Instruments financiers

15.1 Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et de présentation d'informations à fournir selon les méthodes énumérées ci-dessous :

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créances sur prêts, de la dette bancaire, des dettes fournisseurs et autres créditeurs, des titres d'emprunt à court terme et des emprunts de la Société se rapproche de leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La valeur comptable des créances à long terme et autres actifs se rapproche de leur juste valeur, parce que les taux d'intérêt utilisés pour évaluer la valeur comptable se rapprochent des taux d'intérêt actuels du marché ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers reflète le risque de crédit de la Société et des contreparties, le cas échéant.

Placements dans les titres d'emprunt

La juste valeur des actifs financiers qui sont négociés sur des marchés actifs est déterminée par référence à leur cours acheteur de clôture ou au cours du courtier à la date de clôture. Pour les placements qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs, la Société détermine les justes valeurs à l'aide d'une combinaison de modèles fondés sur les flux de trésorerie actualisés, de la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels des prix de marché observables existent et d'autres modèles d'évaluation.

Dérivés

La juste valeur d'un contrat de change à terme est évaluée en actualisant la différence entre le prix à terme contractuel et le prix à terme en cours pour la durée à courir jusqu'à l'expiration du contrat en utilisant un taux d'intérêt sans risque (fondé sur les obligations d'État).

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaptions reflète les montants estimatifs que la Société devrait recevoir ou payer si elle mettait fin aux contrats à la date d'évaluation, et elle est déterminée par un fournisseur de service externe au moyen de techniques d'évaluation fondées sur des données observables sur le marché.

La juste valeur des dérivés sur actions est déterminée par référence aux fluctuations du cours des actions, ajusté pour tenir compte des intérêts, selon les taux d'intérêt du marché propres aux modalités des contrats dérivés sous-jacents.

Instrument financier rachetable

La juste valeur de l'instrument financier rachetable est calculée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés fondé sur les bénéfices normalisés attribuables aux activités des Services Financiers, ajustés pour tenir compte des bénéfices non distribués et de la quote-part de la Banque Scotia dans les activités des Services Financiers. Cette évaluation à la juste valeur récurrente est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Se reporter à la note 3 ainsi qu'à la note 33 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société pour plus d'information sur cet instrument financier.

15.2 Juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers classés selon la hiérarchie des justes valeurs

La Société utilise la hiérarchie des justes valeurs afin de catégoriser les données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers.

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

(en millions de dollars canadiens)		Au 28 mars 2020		Au 30 mars 2019		Au 28 décembre 2019	
Poste du bilan	Catégorie	Niveau		Niveau		Niveau	
Créances clients et autres débiteurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	27,6 \$	2	24,0 \$	2	12,1 \$
Créances clients et autres débiteurs	Instruments de couverture efficaces	2	106,0	2	56,1	2	9,1
Créances à long terme et autres actifs	Instruments de couverture efficaces	2	65,3	2	22,0	2	42,9
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	63,0	2	12,3	2	9,2
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Instruments de couverture efficaces	2	22,8	2	9,5	2	19,1
Instrument financier rachetable	Juste valeur par le biais du résultat net	3	567,0	3	567,0	3	567,0
Autres passifs à long terme	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	—	2	1,3	2	0,4
Autres passifs à long terme	Instruments de couverture efficaces	2	5,9	2	10,0	2	5,2

1. Lié aux dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture.

Aucun transfert n'a été effectué entre les catégories au cours des périodes de 13 semaines closes le 28 mars 2020 et le 30 mars 2019.

15.3 Évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts

L'évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts est classée dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs décrite à la note 33.2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société. Le tableau suivant présente la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts de la Société par rapport à leur valeur comptable.

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 mars 2020		Au 30 mars 2019		Au 28 décembre 2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements à court terme	205,2 \$	205,6 \$	228,2 \$	228,3 \$	201,7 \$	201,7 \$
Placements à long terme	116,0	115,4	144,5	145,3	138,9	139,5
Dette	4 536,7	4 640,3	4 458,4	4 634,5	4 518,4	4 711,7
Dépôts	2 487,3	2 497,5	2 548,8	2 543,3	2 444,2	2 459,0

L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable (excluant les coûts de transaction, qui sont inclus dans la valeur comptable de la dette) est attribuable à la variation des taux d'intérêt du marché pour des instruments semblables. La juste valeur est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs connexes au moyen des taux d'intérêt actuels du marché pour des éléments présentant un risque semblable.

16. Éventualités

Questions juridiques

La Société est partie à des poursuites de nature judiciaire et réglementaire. La Société a déterminé que toute poursuite représente une question courante inhérente à ses activités et que la résolution ultime de ces poursuites n'aura pas d'incidence significative sur son bénéfice net consolidé, sur ses flux de trésorerie consolidés ni sur sa situation financière consolidée.

Les avis de cotisation relatifs aux taxes à la consommation de la Banque pour les exercices allant de 2011 à 2015 ont fait l'objet d'un appel devant la Cour canadienne de l'impôt. Les exercices 2016 et 2017 ont également fait l'objet d'une nouvelle cotisation, et la direction prend les mesures requises pour les intégrer à l'appel. La Banque estime que certains services liés au traitement des cartes de crédit constituent des services financiers exonérés aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada). Même si la Cour a récemment rendu une décision dans une affaire non liée à la Banque établissant que des services de traitement semblables étaient assujettis aux taxes de vente fédérale et du Québec, cette décision fait actuellement l'objet d'un appel, et la Banque est d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que sa position sera acceptée par les tribunaux et que les services seront considérés comme étant des services financiers exonérés. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée en prévision des montants à payer, dans l'éventualité d'une décision défavorable. Si la Cour rend une décision défavorable à la Banque, le risque global ne serait pas important au premier trimestre de 2020.

17. Événements postérieurs à la date de clôture

Les événements et les transactions suivants ont eu lieu après le 28 mars 2020 :

- La Société a obtenu une facilité de crédit bancaire engagée de un an de 650 millions de dollars auprès de quatre institutions financières canadiennes. La nouvelle facilité arrive à échéance le 30 mars 2021.
- La BCT a mobilisé un financement de 400 millions de dollars par l'entremise de l'utilisation de billets de sa facilité d'achat de billets à un jour. Pour faciliter la transaction, Glacier a émis des billets à taux variable de série 2016-A d'un montant de 400 millions de dollars.
- Le 5 avril 2020, la totalité des 203 magasins Canadian Tire en Ontario ont été fermés au public, mais le service de ramassage en bordure de magasin, les centres-autos et les postes Essence+ sont demeurés en activité.